

Hors.Serie l@ Semaine

INDUSTRIE

NOVEMBRE 2022

PAROLES DE MINISTRES

« L'industrie, la solution
pour décarboner »

DOSSIER

Comment les industriels
se transforment

ÉVÉNEMENT

Tous à Show Industrie

Industrie lorraine
**LA MARCHE
EN AVANT**

On a un avenir à fabriquer

Plus de 3 millions de salariés en action prennent part à une grande aventure et relèvent les challenges d'aujourd'hui et de demain. Alors, prêts à nous rejoindre ?

Plus d'informations sur aveclindustrie.fr

Sommaire

L'INDUSTRIE EN LORRAINE

Analyse

- 6 L'industrie face à ses défis : dix risques, dix opportunités
- 8 **Jean Rottner** : « L'industrie redevient compétitive sans délocaliser »
- 12 **Roland Lescure** : « Le risque sur l'emploi est réel »
- 16 **Carole Grandjean** : « Rapprocher les élèves des métiers de la France productive »
- 90 Le poids de l'industrie en chiffres

L'industrie fait son show

- 20 **Hervé Bauduin** : « L'industrie, c'est l'ascenseur social »
- 21 **Patrick Weiten** : « Notre colonne vertébrale, c'est l'industrie »
- 24 Les dix raisons de découvrir Show Industrie
- 26 **François Grosdidier** : « S'appuyer sur son passé pour inventer son avenir »

Dossier

La guerre des talents

- 30 Cherche main-d'œuvre (presque) désespérément
- 34 Leurs solutions face à la pénurie

Transition énergétique

- 41 La marche forcée
- 42 **Fabrice Genter** : « Nous avons des habitudes qu'il faut changer »
- 44 Industriels verts

Conditions de travail : mieux faire

- 46 Non, le monde de l'industrie ce n'est plus Germinal
- 47 **Maurice Grunwald** : « Il y a une locomotive, c'est l'industrie »
- 48 La force du collectif

LES ACTEURS DE L'INDUSTRIE EN LORRAINE

Des industriels engagés en Lorraine

- 52 Stellantis e-Transmissions
- 54 EMotors
- 56 Gris Group
- 59 EDF

Ils forment aux métiers de l'industrie

- 60 GTE & Institut Lafayette
- 62 IDMC

Promotion des métiers

- 66 Arpeige
- 68 UIMM Lorraine
- 71 GIM Est
- 72 CCI Moselle
- 74 Pôle formation UIMM Lorraine
- 76 Pôle emploi

Les territoires s'engagent

- 78 Région
- 80 Moselle Attractivité
- 82 Portes de France-Thionville & Val de Fensch

Les entreprises s'engagent

- 84 BPALC
- 86 Sologest
- 88 Yzico



Aux premières loges

Quelle époque ! Les crises se succèdent (sanitaire, géopolitique, énergétique, inflationniste) et complexifient toujours davantage la visibilité économique dont ont besoin les chefs d'entreprise et les dirigeants pour prendre la bonne décision au bon moment. Un exercice d'autant plus difficile que nous sommes tous sous la pression – « décideurs » ou non – du changement climatique et des actions à engager pour ralentir son inexorable progression.

Dans ce tableau, l'industrie se trouve aux premières loges, ballottée par ces crises à répétition et obligée de répondre au diktat de la décarbonation de notre économie. Comme le dit Hervé Bauduin dans les pages suivantes, « *L'industrie prend des coups, plie... mais ne rompt pas* ». Et il a raison le président de l'UIMM Lorraine avec qui *La Semaine* a décidé de réaliser ce nouveau *Hors-Série* entièrement dédié à l'Industrie. Car non seulement la filière résiste mais elle accélère sa transformation et ce dans tous les domaines. Nous en avons déjà fait le constat l'an passé. C'est encore plus vrai aujourd'hui.

Cette marche en avant dans les domaines de l'innovation, du numérique, de l'environnement, du management ou encore des conditions de travail, vous pourrez la toucher du doigt **les 25 et 26 novembre à Metz Expo lors de Show Industrie**. Un rendez-vous qui permettra à tout un chacun de découvrir le potentiel et la rage d'avancer d'une filière en pleine mutation. En attendant, nous vous proposons dans les pages suivantes les analyses, les témoignages et les solutions concrètes portées par les chefs d'entreprise eux-mêmes et les décideurs politiques – élus ou ministres – tous persuadés que notre industrie est une nouvelle fois prête à relever tous les défis.

Stéphane Getto,
directeur de la publication

Ce hors-série est un supplément de *La Semaine* et ne peut être vendu séparément.

Hors-Série La Semaine est édité par EDI.M3 /// Président et directeur de la publication : Stéphane Getto /// Contact Rédaction : 5A avenue de Blida, 57000 Metz - redaction@lasemaine.fr - lasemaine.fr /// Contact publicité et abonnements Metz, 03 87 17 29 00 /// Photo de couverture : Julien Creps /// Conception maquette, design rédactionnel et graphique : L'Agence Orange Claire, orangeclair.com /// Impression : Roto Champagne (Chaumont) /// ISSN : 1773-3391 /// CPPAP : 0325C86497 /// Le papier de votre supplément est fabriqué en Belgique. Taux de fibres recyclés : 0 %. Papier issu de forêts gérées durablement. 

Ptot = 0,015 kg/tonne.



ANALYSE

L'industrie et les crises

Même pas peur !

Elle en a connu des crises notre industrie, et elle s'en est toujours tirée. Même si parfois elle a dû subir quelques sérieux revers encore douloureux. Aujourd'hui, la filière est pourtant en ordre de marche, solide sur ses bases, prête à affronter les soubresauts de l'époque et à accélérer les transformations qui s'imposent à elle. Revue de détail et points de vue éclairés.

© Blue Planet Studio - Stock/Adobe

L'INDUSTRIE FACE À SES DÉFIS

Dix risques, dix opportunités

Dans un monde de crises et de bouleversements, l'industrie demeure le pilier de notre économie. Ce qui ne l'empêche pas d'être bousculée. *La Semaine* a identifié dix risques qui la menacent mais qui sont surtout autant d'opportunités pour la rendre plus forte, y compris dans notre région.

Par Stéphane Getto

1 La facture énergétique

Le risque Une explosion des tarifs de l'énergie qui déstabilise l'industrie. Les coûts de production industrielle grimpent dans tous les secteurs. Et pour cause, pas une activité industrielle qui ne soit pas grande consommatrice d'électricité ou de gaz. Les dommages collatéraux : des hausses des coûts de production jamais vues qui obligent certains industriels à réduire la voilure et à procéder même à des mesures de chômage technique, voire pire. Certains craignent que ce soit le déclencheur d'une nouvelle vague de désindustrialisation pour le pays.

L'opportunité Pas évident de voir dans cette conjoncture le verre à moitié plein. On peut toujours estimer que c'est l'occasion de repasser à la paille de fer ses consommations d'énergie, dans les ateliers comme dans les bureaux, sachant que les

chefs d'entreprise n'ont pas attendu les conseils du gouvernement pour surveiller leur consommation d'énergie. On peut aussi imaginer que cette pression accélère la transition énergétique des sites de production.

2 La transition environnementale

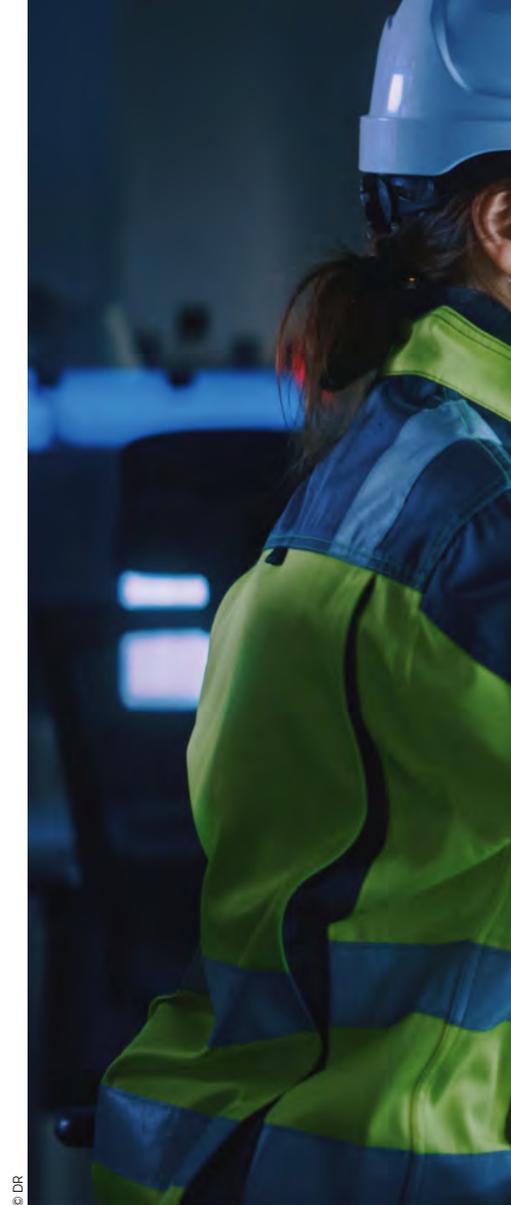
Le risque Plus qu'un risque, c'est un passage obligé pour les industriels, tant la transition énergétique et environnementale s'impose à notre monde. La pression n'est pas que citoyenne, éthique ou civilisationnelle, elle est aussi réglementaire. La France et l'Europe ont pris des engagements notamment pour réduire les rejets de gaz à effet de serre et tendre vers une économie décarbonée. Les industriels se voient obligés d'avancer à marche forcée dans cette direction. Le cas de la filière automobile, qui doit faire une croix sur ses moteurs thermiques à l'horizon 2035, en est

l'exemple le plus connu mais pas le seul.

L'opportunité Cette transition obligée est une occasion unique de stimuler l'innovation et de revoir de fond en comble les process industriels tout en œuvrant pour l'avenir de la planète. Plus facile à dire qu'à faire évidemment, mais certains y arrivent déjà comme le prouvent les exemples que vous lirez dans ce *Hors-Série*. S'engager dans cette direction, c'est aussi l'opportunité pour l'industrie de redorer son blason, notamment auprès des jeunes extrêmement attentifs aux questions environnementales.

3 L'hydrogène

Le risque Passer à côté de cette révolution, est-ce possible ? A priori non, tant tous les acteurs ont identifié le sujet et ont commencé à se positionner.



© DR



Le numérique et les transitions environnementales et énergétiques sont autant de mutations qui permettent à l'industrie de prouver que Germinal, c'est terminé !

L'opportunité Elle est donc réelle. De l'État aux industriels en passant par les collectivités, tout le monde est sur le pont. En Lorraine comme dans le Grand Est. La Région a décidé d'y aller de sa stratégie, tout comme par exemple l'Eurométropole de Metz qui s'est alliée à l'industriel John Cockerill de Bernard Serin pour permettre aux bus et aux camionnettes de prendre ce virage en créant sur le territoire une véritable filière dédiée. Notons aussi le cas de Renault qui a prévu de faire passer ses véhicules utilitaires Master produits à l'usine Sovab de Batilly à l'hydrogène via la coentreprise Hyvia créée avec Plug Power.

4

Le tout électrique

Le risque La marche forcée des constructeurs automobiles et de leurs équipementiers, fortement implantés dans notre région, qui font

tout pour être au rendez-vous du tout électrique fixé par les instances européennes en 2035, pourrait laisser sur le carreau des salariés. Sachant qu'un moteur électrique nécessite pratiquement 30 % de main-d'œuvre de moins qu'une motorisation thermique.

L'opportunité Voilà quelques semaines, lors du Salon de l'Auto, Emmanuel Macron a fixé le cap : l'objectif de la France est de « *produire 2 millions de véhicules électriques en 2030, avec des investissements français et créateurs d'emplois dans les batteries ou encore l'assemblage* ». À ses côtés, Carlos Tavares, le patron de Stellantis, indiquait que les nouvelles Peugeot 308 et 408 électriques seraient produites à Mulhouse. De bon aloi donc pour les usines du Grand Est qui ne devraient pas manquer le virage de l'électrique et atténuer de fait l'impact sur l'emploi de cette révolution. Comme le prouve la formidable mue entamée par les sites mosellans de Stellantis de Trémery (moteurs) et Metz-Borny

(boîtes de vitesses), pierres angulaires de la stratégie électrique de Stellantis. Ne reste plus qu'à accueillir sur le territoire une usine de production de batteries... ou de leur recyclage.

5

La pénurie de main-d'œuvre

Le risque Que l'industrie régionale, comme française, marque le pas, voire manque les grandes transformations du moment (numérique, environnementale) faute de bras et de cerveaux. Avec pour conséquences à moyen terme un retard qui sera compliqué à rattraper et à court terme des commandes non honorées, des projets d'investissements reportés ou qui s'installent dans d'autres régions ou à l'étranger. Ce sont évidemment des risques à ne pas négliger, surtout depuis que le marché de l'emploi s'est tendu. Déjà avant la crise sanitaire, les

Lire la suite >>>

Dix risques, dix opportunités (suite)

<<< début

industriels peinaient à recruter. C'est pire depuis.

L'opportunité Les difficultés à recruter amènent les industriels à accélérer leur transformation en matière de conditions de travail, de politique salariale, de formation. La réforme en cours des lycées professionnels, menée par la ministre nancéienne Carole Grandjean (lire son interview dans les pages suivantes), devrait justement contribuer aussi à mieux fléchir les jeunes en formation vers l'industrie. Sans oublier le chantier de la communication. C'est tout le défi d'une image moderne et tendance que doit véhiculer la filière.

6

L'image

Le risque Il est évidemment lié au point précédent. Si l'industrie de 2022 n'a plus rien à voir avec celle d'il y a cinquante ou quatre-vingts ans, les clichés ont la vie dure. La filière redouble d'efforts pour changer son image dans l'opinion et la première édition du Show Industrie organisée par France Industrie Grand Est y participe.

L'opportunité Le numérique et les transitions environnementales et énergétiques sont autant de mutations qui permettent à l'industrie de prouver que Germinal, c'est terminé ! C'est donc l'occasion de faire passer le message que l'industrie peut être tendance. Ce n'est pas les influenceurs Jamy ou Hihacks qui diront le traire (lire page 26) !

7

L'usine du futur

Le risque Manquer le virage de cette quatrième révolution indus-



© Christen - Région Grand Est

JEAN ROTTNER,

président de la Région Grand Est

« L'industrie redevient compétitive sans délocaliser »

« On connaît le mot de Peter Drucker : *"L'industrie est un mode d'organisation qui permet de faire des choses extraordinaires avec des gens ordinaires."* A l'heure où l'on parle beaucoup de réindustrialisations et de relocalisations, l'industrie en général et le secteur de la métallurgie en particulier ont fait évoluer beaucoup plus rapidement leurs métiers et leurs process que l'image entretenue par le grand public. C'est pourquoi l'un de nos premiers objectifs est de faire largement partager toutes les opportunités offertes par l'industrie et particulièrement dans le Grand Est où le secteur demeure toujours un recruteur important.

C'est pour ces raisons que nous accompagnons l'UIMM Lorraine pour porter un nouveau regard sur ce secteur historique de notre territoire. En témoigne les investissements et cofinancements par la Région de centres de formation, comme le CFAI de Saint-Dié-des-Vosges ou celui de Maxéville. En s'appuyant sur l'automatisation, la numérisation et la robotisation, l'industrie se réinvente et redevient compétitive sans délocaliser à des milliers de kilomètres. C'est bon pour l'emploi et c'est bon pour la planète ! Le FormLab de la maison de l'industrie à Mulhouse est un bon exemple de ces mutations.

Son centre de formation virtualisé, fournit autant d'exemples des métiers qui sont en train de naître sous nos yeux, poussés par la révolution numérique et l'effort gigantesque pour décarboner nos activités.

C'est aussi l'occasion de faire une place à la féminisation des carrières et d'ouvrir largement le monde industriel aux femmes et aux filles. Ce sont là de formidables défis et nous pouvons nous réjouir d'y contribuer !

Nous sommes également à un carrefour de notre histoire. La crise nous a appris le risque de pénurie et la dépendance aux productions délocalisées. La guerre qui resurgit en Europe, nous rappelle qu'il n'y a pas de souveraineté, et donc de paix, sans capacité de production. Pour le dire simplement, il n'y aura pas de souveraineté sans industrie.

Il nous faut néanmoins être vigilants. Les tensions actuelles sur les recrutements montrent que l'industrie a progressé plus vite que l'école. Il faut donc les rapprocher de plus en plus et veiller à la disponibilité des compétences. C'est ce à quoi s'emploie la Région Grand Est. Avec plus de 299 000 emplois directs et plus d'un million d'emplois indirects, l'industrie est l'un des atouts majeurs du Grand Est. Je me réjouis qu'ensemble nous continuions à le faire grandir en le transformant ! »

trielle – celle du numérique et de l'intelligence artificielle –, ce qui déboucherait sur une filière incapable de suivre le rythme des grandes mutations et des gains de productivité induits. Bref, le risque est de se faire disrupter, pour reprendre un terme qui a fait florès... Surtout, il ne faut plus perdre de temps, d'autant que la France connaît déjà sur ce point un

certain retard sur ses concurrents, comme l'Allemagne.

L'opportunité Si un risque existe de manquer ce train-là, il devrait être minime, à en croire les efforts menés là aussi par les instances professionnelles et les collectivités pour inciter et soutenir les entreprises industrielles.

Lire la suite >>>

ORIENT'EST

JEUNES,
DEMANDEURS D'EMPLOI,
SALARIÉS...

Avec la Région, c'est
#1formation1emploi

orientest.fr

La Région
Grand Est

Dix risques, dix opportunités (suite)



© Julien Creps

rester en marge de l'évolution de la société et faire fi des enjeux d'égalité professionnelle et de mixité.

L'opportunité Les difficultés actuelles de recrutement rencontrées par les employeurs sont une chance pour les femmes d'accéder à des postes jusqu'à présent peu féminisés. Comme c'est une opportunité pour la filière d'intégrer davantage de femmes dans les équipes afin de faire face aux tensions du marché du travail. Bref, le moment est peut-être propice pour accélérer dans ce domaine.

10

Souveraineté et relocalisations

<<< début Usine du futur, ateliers 4.0, robotisation, numérisation, intégration de l'intelligence artificielle dans les process : les enjeux sont bien identifiés. Il faut désormais passer à la vitesse supérieure, notamment en aidant les dirigeants d'entreprises, surtout les PME, à passer à l'acte. Dans ce domaine, l'accompagnement financier n'est pas le moindre des sujets. Tout comme l'éternelle problématique du transfert de technologie. Sur ce point, l'émergence de startups industrielles, telles qu'Afyren Neoxy (molécules biosourcées) ou 45-8 Energy (exploration d'hélium) laissent augurer le meilleur.

8

Les conditions de travail

Le risque Interrompre la progression des conditions de travail que l'industrie connaît ces dernières décennies. Ce serait évidemment un mau-

vais coup porté aux trois millions de Français qui travaillent dans l'industrie, dont près de 100 000 en Lorraine (229 000 dans le Grand Est). Ce serait aussi un bien mauvais service rendu à une filière qui s'efforce encore et toujours d'améliorer son image pour renforcer son attractivité.

L'opportunité Ce n'est plus à prouver, l'amélioration des conditions de travail, dans les bureaux, engendre des gains de productivité. Elle participe aussi à la prise en compte du bien-être au travail, un phénomène de plus en plus plébiscité par les jeunes générations. Le sujet est donc toujours d'actualité.

9

La place des femmes

Le risque Ne pas accélérer la féminisation de l'industrie, c'est à la fois se priver d'un cerveau sur deux et c'est

Le risque Celui d'une industrie française, et donc aussi régionale, totalement dépendante de l'étranger pour ses approvisionnements stratégiques. On l'a vu avec la pénurie des semi-conducteurs née de la crise sanitaire ou avec la perturbation des chaînes logistiques dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'opportunité Y remédier en lançant de grands programmes d'investissements sur le territoire national. L'État s'y attelle et la Lorraine doit jouer des coudes pour pouvoir en bénéficier. Elle en a le potentiel et ne manque pas d'atouts à faire valoir. Quant aux relocalisations, si certains industriels parviennent à rapatrier quelques activités, il ne faut pas s'attendre pour autant à une vague de fond. Même si, l'an passé, la Moselle a accueilli onze projets de relocalisation et si la Région Grand Est vise 500 relocalisations à l'horizon 2028.

S.G.

1ER RÉSEAU DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'INDUSTRIE EN LORRAINE

UIMM

PÔLE FORMATION
Lorraine

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET PARCOURS MÉTIERS



Apprentissage

Salariés d'entreprise

Demandeurs d'emploi

03 83 95 35 28 - commercial@formation-industries-lorraine.com



www.formation-industries-lorraine.com



ROLAND LESCURE,

ministre de l'Industrie

« Le risque sur l'emploi est réel mais l'industrie est l'une des solutions à la décarbonation »

Pour ce *Hors-Série de La Semaine*, le ministre **Roland Lescure** passe en revue les dossiers sensibles de la filière industrielle, notamment l'enjeu de la décarbonation de l'économie, la hausse des prix de l'énergie, la fin du thermique dans l'automobile et bien sûr la pénurie de main-d'œuvre.

Propos recueillis par **Stéphane Getto**

Hors-Série La Semaine :
L'industrie est actuellement frappée de plein fouet par la hausse des coûts de l'énergie. Redoutez-vous des conséquences en termes de pertes d'emploi ?

Roland Lescure : Le gouvernement fait tout pour qu'il n'y en ait pas. Nous négocions au niveau européen pour faire baisser la fièvre des prix, d'une part en promouvant le « modèle ibérique » pour découpler le prix de l'électricité de celui du gaz, et, à plus long terme, en réformant le marché. Nous préparons en outre le dispositif d'aide à l'énergie à destination des entreprises pour cette fin d'année 2022 et pour 2023 – les arbitrages seront rendus sous peu. Mais l'objectif

est clair : l'industrie française ne doit pas être une victime collatérale de la guerre en Ukraine. Soyons francs : certaines usines, parmi les plus énérgo-intensives, risquent de diminuer leur production tant que le prix de l'énergie ne redescend pas. Certains industriels l'ont déjà fait. Nous souhaitons bien entendu que le phénomène soit le plus limité possible, mais nous serons à leurs côtés, et aux côtés des salariés, notamment par les dispositifs d'activité partielle. Les compétences industrielles des salariés sont précieuses, et nous devons les sécuriser sur le long terme. Notre rôle sera également d'accompagner la mutation de l'industrie pour qu'elle se décarbone d'une part et qu'émerge l'industrie de la décarbonation d'autre part

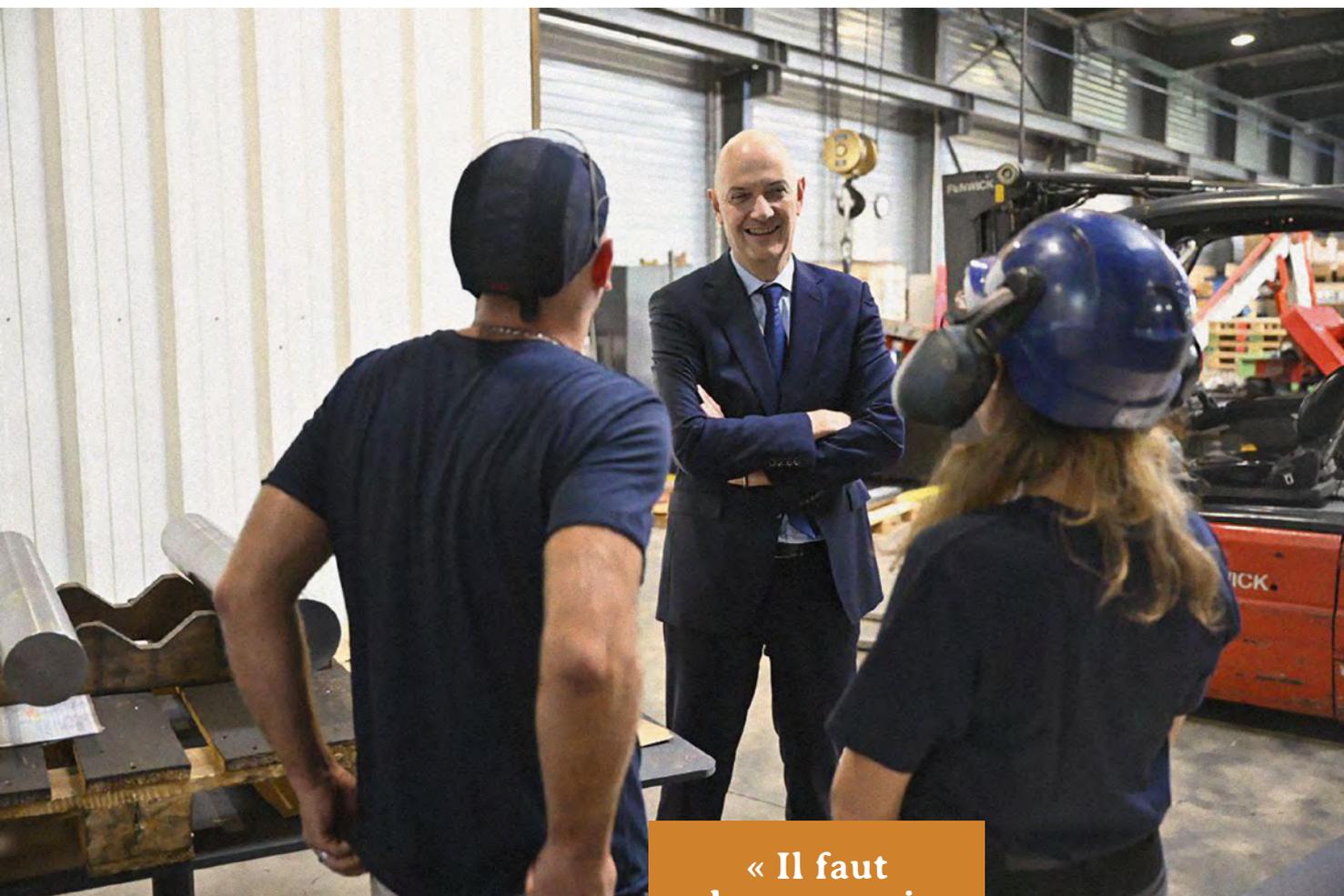
afin qu'elle soit moins dépendante des énergies fossiles, et donc plus résiliente.

Justement l'industrie française est engagée dans les transformations numériques et environnementales. Quelles en sont selon vous les conséquences en termes d'emplois ?

Les transformations numériques et environnementales représentent une opportunité pour l'industrie, une opportunité de se réinventer. Comme toute transformation il y a des conséquences et le risque d'impact sur l'emploi est réel, mais je le dis : l'industrie est l'une des solutions principales à la décarbonation. On le voit, selon nos projections France 2030 créera près de 160 000 emplois industriels supplémentaires, en revanche il faut se poser la question des personnes en poste, des techniques qui évoluent et des savoir-faire qui deviennent obsolètes. Je pense notamment à la filière automobile, avec la fin des moteurs thermiques en 2035 c'est l'ensemble de la filière qui devra s'adapter. J'étais

« Soyons francs : certaines usines, parmi les plus énérgo-intensives, risquent de diminuer leur production tant que le prix de l'énergie ne redescend pas. »

Roland Lescure, ministre de l'Industrie



« Il faut donner envie d'industrie ! »

Roland Lescure,
ministre de l'Industrie

présent, à l'occasion du mondial de l'Automobile, à l'annonce de partenariat entre Renault et le groupe Adecco pour accompagner les sous-traitants de Renault dans le cadre de ces transformations de compétences et je suis heureux de voir que de grands d'honneurs d'ordres soulignent cette problématique. J'ai eu l'occasion d'annoncer une mission sur la filière automobile pour accompagner ces mutations spécifiquement.

La question de la mobilité intra et interfiliale est importante, pour cela il faut développer l'employabilité des individus tout au long de leur vie. Les entreprises ont leur responsabilité en tant qu'employeur, les salariés doivent se saisir de ce droit et les pouvoirs publics les accompagner. Nous l'avons fait dans le cadre de la loi pour choisir son avenir professionnel, nous continuons à le faire avec la simplification du dispositif de validation d'acquis par l'expérience (VAE) actuellement discuté au Parlement et nous continuerons à le faire notamment dans le cadre du projet de loi plein emploi et la création de France travail.

Changer de logique et raisonner en termes de compétences au lieu de métiers est également une piste, en effet les compétences se complètent et évoluent alors que les métiers peuvent disparaître. Cela peut lever certains freins que se mettent les individus mais également accepter que pour une offre d'emploi il n'y aura pas un candidat qui coche toutes les cases, mais plusieurs individus qui ont la plupart des compétences et qu'il faudra peut-être former en interne sur celles qui manquent, cela élargirait le vivier des candidats.

L'industrie, comme beaucoup de secteurs, connaît d'importants problèmes de recrutement.

Quelles sont les actions portées par le gouvernement pour contribuer à y remédier ?

Soyons précis. On parle de 160 000 projets de recrutement dans l'industrie en France dont 60 % sont considérés comme difficiles contre 33 % en 2016. C'est l'une des conséquences

de la baisse du chômage de près de trois points depuis 2016 grâce aux actions de la majorité depuis cinq ans qui ont permis également, grâce aux dirigeants d'entreprise, la création de plus d'un million d'emplois depuis deux ans. La crise sanitaire a également profondément changé les habitudes de travail et les exigences des salariés. C'est évidemment un sujet que je suis de près en lien avec mon collègue Olivier Dussopt ministre du Travail.

Concernant le secteur industriel, il y a deux axes complémentaires sur lesquels agir : la réduction des tensions actuelles d'une part, l'anticipation d'autre part. Concernant le premier axe, le gouvernement a annoncé plusieurs plans de réduction de tensions de recrutement depuis l'automne 2021. Les résultats sont déjà visibles, 380 000 demandeurs d'emploi ont été accompagnés vers l'emploi dont 280 000 chômeurs de longue durée. Dès mars 2022 l'État a décidé d'adresser la problématique de recrutement dans le secteur de la métallurgie en signant un pacte avec l'UIMM et les

Lire
la suite
>>>

Roland Lescure, ministre de l'Industrie (suite)

<<< début organisations syndicales pour proposer des parcours de formation adaptés, inclusifs et accélérés pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi et pour les demandeurs d'emploi en mobilité ou en reconversion professionnelle. Ce pacte est en cours de déploiement. D'autre part, Olivier Dussopt a annoncé en septembre un nouveau plan de réduction des tensions de recrutement pour faciliter dans les territoires la rencontre entre employeurs et potentiels candidats.

Et le second axe ?

Concernant le second axe, nous investissons massivement, à hauteur de 2,5 milliards d'euros dans le cadre de France 2030 sur les compétences d'avenir. Concrètement, nous proposons des offres de formation initiale mais également de formation professionnelle pour préparer les Françaises et les Français à la France de demain. Cette anticipation des compétences d'avenir doit se faire en lien avec les entreprises, et les établissements de formation, nous y veillerons.

La question de l'image de l'industrie est encore perçue comme un frein aux recrutements. Quel est votre regard sur ce sujet ?

Selon une étude Harris interactive de 2019, 33 % des jeunes déclarent avoir une image négative de l'industrie mais l'industrie telle qu'elle existe aujourd'hui n'est pas suffisamment connue, il faut donner envie d'industrie ! Cela passe par la mise en visibilité de l'industrie c'est d'ailleurs la thématique de la semaine de l'industrie du 21 au 27 novembre. La majorité s'est saisie depuis cinq ans d'outils qui permettent de faire connaître l'industrie, c'est le cas notamment de l'apprentissage dont l'industrie représentait 15 % des contrats en 2021. Les demi-journées découvertes des métiers au collège, promesse de campagne du candidat Emmanuel Macron, déjà mises en application dans le cadre d'une expérimentation lancée au début du mois constituent également un formidable levier pour faire connaître l'industrie aux plus jeunes.

Il est également essentiel de parler



Roland Lescure, ministre de l'Industrie

« Raisonnons en termes de compétences au lieu de métiers : les compétences se complètent et évoluent alors que les métiers peuvent disparaître. »

des femmes et des hommes de l'industrie, elle doit être ouverte à tous et donc plus représentative de la société : plus de femmes, plus de mixité sociale, plus de diversité. Si on se prive de ces personnes on se prive de ces viviers de talents et au moins de la moitié de la population. Là encore, la formation est fondamentale, on doit donner envie d'industrie aux élèves dès le plus jeune âge, aux parents d'élèves et aux professeurs.

Que faire vis-à-vis des jeunes particulièrement ?

Les jeunes sont aujourd'hui très informés et particulièrement exigeants vis-à-vis de leur futur employeur, des outils sont déployés pour permettre aux entreprises d'adresser et de le faire savoir les sujets de responsabilité sociale et environnementale, c'est le cas de la loi Pacte, dont j'étais le rapporteur général, qui permet aux entreprises d'adopter une raison

d'être mais aussi d'aller plus loin en devenant une entreprise à mission. C'est également le cas de l'index pour la parité en entreprise, les dispositions de la loi pour favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, encore une fois les acteurs peuvent aller plus loin en s'emparant du label d'État notamment sur l'égalité entre les femmes et les hommes ou sur la diversité. Je suis particulièrement mobilisé sur ce point et je travaille étroitement avec ma collègue Isabelle Rome, ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, pour définir une feuille de route pour l'industrie.

Recueilli par S.G.

Mobilisation sur 2 enjeux actuels pour nos PME : Formation / recrutement et économies d'énergie

45 vidéos qui valorisent les métiers

Ton Métier Ton Avenir : des témoignages vidéo de jeunes apprentis qui s'épanouissent dans leur formation et qui incarnent l'avenir des PME de Moselle, **des reportages en entreprise** de maîtres d'apprentissage et de dirigeants, eux-mêmes passés par la voie de l'apprentissage.

Une initiative CCI avec les fédérations professionnelles qui fait le buzz sur les réseaux sociaux depuis le mois de juin avec déjà plus de 2 500 000 vues.

Rendez-vous sur tonmetiertonavenir.fr et regardez !



CCI57TV et ses vidéos sur les économies d'énergie



Comprendre la crise de l'énergie : origines, impacts, solutions... une matinale proposée par la SAEML Metz Techno'pôles avec UEM en partenariat avec la CCI. Une émission enregistrée le 19 octobre **à voir absolument**.

Reportages en entreprise : des PME de Moselle témoignent. Elles prouvent que l'on peut faire baisser ses consommations dans des proportions importantes et donc réduire l'impact de ses factures énergétiques.

Découvrez ces entrepreneurs écoresponsables et engagés !



Fabrice GENTER
Président de la CCI Moselle

« Je suis convaincu que c'est par la **force de l'exemple** et la **valeur du témoignage** que nous aidons nos TPE et PME à passer le cap des transformations en cours. Avec les fédérations professionnelles, nous sommes pleinement mobilisés. » **#EnsembleAgissons**



www.moselle.cci.fr

CCI MOSELLE
MÉTROPOLE METZ

CAROLE GRANDJEAN,

ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels

« Rapprocher les élèves des métiers de la France productive »

La ministre meurthe-et-mosellane **Carole Grandjean**, en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnels, a engagé une réforme en profondeur du lycée professionnel. Qui contribuera à terme à renforcer l'insertion des jeunes dans des filières en devenir, notamment dans l'industrie. Pour ce *Hors-Série*, elle livre son regard sur les défis de la filière dans le domaine de l'emploi.

Propos recueillis par Stéphane Getto

Hors-Série La Semaine : L'industrie, comme beaucoup de secteurs, connaît d'importants problèmes de recrutement. En quoi le projet de réforme du lycée professionnel que vous portez peut-il contribuer à y remédier ?

Carole Grandjean : L'industrie et la voie professionnelle ont un point commun aujourd'hui : elles ne sont pas reconnues à leur juste valeur comme des voies de réussite. La réforme de la voie professionnelle que nous mènerons demain avec tous les acteurs de terrain, en y associant notamment les Régions et les chambres de commerce et d'industrie, permettra d'y remédier. Nous poursuivons trois objectifs : réduire le décrochage des élèves, améliorer l'accès à l'emploi, et sécuriser les poursuites d'études pour les élèves qui sont dans des filières dont le niveau de recrutement se situe post-BAC. Si la réforme des lycées professionnels va se dessiner progressivement, nous souhaitons d'ores et déjà rapprocher ces élèves du monde économique

au service d'une meilleure insertion sur les segments de métiers qui constitueront le cœur de la France productive de demain.

Quels sont selon vous les autres leviers à actionner pour remédier rapidement aux problèmes de pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie ?

Nous regardons ce sujet de près avec le ministre de l'Industrie, Roland Lescure. Nous connaissons la nécessité de pourvoir les 55 000 emplois vacants dans l'industrie : particulièrement les soudeurs, les techniciens et les ingénieurs. Nous souhaitons que les jeunes puissent percevoir l'industrie comme elle est, c'est-à-dire un secteur dynamique, qui innove et s'engage dans les transitions écologiques et numériques. Ainsi, en amont du lycée et dès cette rentrée 2022, des temps de découverte des métiers ont commencé à être organisés au collège, conformément au souhait du président de la République. Nous voulons faire connaître et susciter des

vocations sur un éventail plus large de métiers : près d'un collégien sur deux ne connaît que quelques métiers, souvent ceux de son environnement familial. Faire découvrir plus de métiers, notamment ceux de l'industrie, c'est leur permettre d'envisager de nouveaux horizons, de s'émanciper du déterminisme social, et de faire des choix de parcours plus éclairés. La Semaine de l'industrie qui se tient du 21 au 27 novembre contribuera par ailleurs au changement de regard du grand public et des jeunes sur l'industrie et ses métiers.

L'apprentissage reste-t-il toujours une priorité ?

Oui d'autant que les contrats d'apprentissage ont, eux, connu une forte augmentation. D'abord lente, la progression est devenue fulgurante entre 2019 et 2021, passant de 370 000 contrats signés à environ 730 000. Le secteur privé englobe à lui seul la quasi-totalité de ces apprentissages. Les entreprises les plus porteuses sont issues de l'industrie, des métiers de la coiffure et des soins de beauté ainsi que du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles. Ils représentent 60 % des nouveaux contrats d'apprentissage en 2021. L'industrie compte plus de 62 000 apprentis dans ses rangs, selon la direction générale des entreprises. En mai 2018, le secteur s'est fixé comme ambition d'augmenter de 40 % le nombre

« Nous connaissons la nécessité de pourvoir les 55 000 emplois vacants dans l'industrie : particulièrement les soudeurs, les techniciens et les ingénieurs. »

Carole Grandjean,
ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels



« Les femmes que l'on rencontre en entreprise ou en formation industrielles sont surmotivées et réussissent très bien, mais elles sont trop peu nombreuses. »

Carole Grandjean,
ministre de l'Enseignement
et de la Formation professionnels

d'apprentis qu'elle emploie d'ici 2022. Tous les profils sont recherchés par les employeurs du secteur : CAP, baccalauréat professionnel, BTS, diplôme d'ingénieur. Et les domaines de formation sont variés : conception-maintenance, technico-commercial, méthodes, qualité, sécurité. Les pôles formation de l'UIMM bénéficient d'un taux d'insertion élevé oscillant autour de 80 à 89 %. Tout comme les apprentis formés par l'Anfa : ces derniers sont près de 70 % à trouver un emploi sept

mois après la fin de leur formation.

La question de l'image de l'industrie est encore perçue comme un frein aux recrutements. Quel est votre regard sur ce sujet ?

Vous pointez un problème majeur, en particulier dans des régions comme les Hauts-de-France ou le Grand Est qui restent marquées par un passé industriel fort. Pas besoin de monter sur un camion pour parler de l'industrie : les entreprises elles-mêmes

font déjà un gros travail pour parler aux jeunes. La marge de progression reste importante. On entend souvent que l'industrie pollue, qu'elle est sale, qu'elle ne rémunère pas bien ou encore qu'elle est réservée aux hommes. En réalité, au cœur des entreprises on se rend compte que ce ne sont que des stéréotypes ou des préjugés, et que l'industrie nationale est le plus souvent une industrie à la pointe de la technologie, numérisée, qu'elle dépollue et qu'elle rémunère mieux que d'autres secteurs. Les femmes que l'on rencontre en entreprise ou en formation industrielles sont surmotivées et réussissent très bien, mais elles sont trop peu nombreuses. Davantage de jeunes et davantage de femmes dans une industrie résiliente, dynamique et attractive : voilà tout notre enjeu.

Quels messages auriez-vous à faire passer aux industriels qui peinent aujourd'hui à recruter ?

Je souhaite redire aux entreprises l'engagement du gouvernement, dans la lignée du précédent mandat, en faveur de la réindustrialisation du pays, de l'attractivité économique et de la souveraineté industrielle de notre pays au sein d'une Europe forte. En 2021, ce sont deux fois plus d'usines qui ont ouvert que fermé dans nos territoires. Plus encore, nous investissons pour l'avenir, notamment au travers du plan France 2030 qui pose les bases et le financement de notre souveraineté industrielle future. Investir dans le capital humain, investir dans les compétences pour l'avenir, c'est aussi le message que je veux faire passer. L'augmentation des périodes de stage en entreprise - gratifiées par l'État je le rappelle - et la découverte des métiers ne pourront se faire sans la pleine implication des entreprises. Ouvrir les portes des entreprises aux élèves, par des périodes de formation en milieu professionnel, des visites en entreprises ou dans les établissements, c'est une première et indispensable manière de les familiariser avec le monde du travail. C'est d'ailleurs une question d'égalité des chances à part entière, pour laquelle les entreprises ont un rôle fondamental à jouer. Elles ont tout intérêt à s'engager dans cette démarche. Construire ensemble la réussite des élèves, c'est construire la France qui gagne.

© HMC3





ÉVÉNEMENT

L'industrie fait son show

Les industriels le savent : leur filière est victime d'un déficit d'image. Un problème d'autant plus crucial que les entreprises sont confrontées à une pénurie de main-d'œuvre. Pour y remédier, la mobilisation générale a été décrétée les 25 et 26 novembre avec l'opération Show Industrie.

HERVÉ BAUDUIN,

président des UIMM Lorraine et UIMM Grand Est, chef de file de France industrie Grand Est

« L'industrie, c'est l'ascenseur social »

Le rendez-vous est donné, à tous. Show Industrie se tient les 25 et 26 novembre au parc des expositions de Metz et promet de montrer la filière sous un jour nouveau : dans ses applications du quotidien.

Hervé Bauduin, chef de file de France industrie Grand Est et président des UIMM Lorraine et GE, l'un des organisateurs, revient sur les enjeux et les temps forts de l'événement.

Propos recueillis par Jonathan Nenich

Hors-Série La Semaine : Pourquoi organiser Show Industrie ?

Hervé Bauduin : Notre motivation, c'est la prise de conscience qu'une partie non négligeable de la jeunesse ne percevait pas que l'industrie les accompagnait dans leur quotidien. On veut montrer que l'on est présent partout, que l'on fait partie du quotidien. L'industrie, c'est le verre posé sur la table, la bouteille d'eau, le smartphone. Lorsque l'on tire la ficelle et que l'on voit tout ce qu'il y a derrière ces objets, c'est incroyable. Or le Grand Est est la troisième région industrielle de France et dispose de toutes les compétences pour tout produire. Depuis l'apparition de la crise sanitaire, on avance. Chacun a bien compris que sans indépendance industrielle, on ne pouvait être un grand pays. À présent, il faut passer de la compréhension à l'engagement.

Et c'est pour cela que vous organisez un Show plutôt qu'un salon ?

L'idée n'était pas de faire un énième salon. On a voulu une partie ludique,

didactique et pédagogique. Le problème est que si je parle d'industrie, ou d'un industriel, personne ne vient. Mais là, on fait intervenir Jamy Gourmaud, le vulgarisateur idéal connu de tous les publics qui a reçu les éloges de Thomas Pesquet. Sacrée référence. On aura aussi Henri Hihacks, un influenceur plébiscité des jeunes qui animera des masterclass, construira des objets avec les jeunes et mettra finalement ce Show Industrie en musique.

Vous êtes en train de créer un nouveau modèle pour attirer les jeunes à l'industrie ?

On n'a rien à vendre en termes de business. Les 80 exposants : 60 industriels et 20 organisations périphériques comme les Chambres de commerce et d'industrie, les organismes de santé au travail... qui seront présents n'attendent rien à part de se faire connaître du grand public. Ce Show est une action collective interindustrielle qui réunit toutes les filières, du caoutchouc, à la plasturgie en passant par la métallurgie, au verre

Lire
la suite
>>>



« Je compte sur Show Industrie pour attirer les jeunes vers des carrières professionnelles industrielles. »

Hervé Bauduin,
président de l'UJMM Lorraine

© UJMM Lorraine

PATRICK WEITEN,

président du Département de la Moselle

« Notre colonne vertébrale, c'est l'industrie »

« T erre ouvrière par

excellence, la Moselle incarne, à travers son activité, son histoire, ses entreprises emblématiques, une part importante de l'identité industrielle française. Notre territoire, au cœur de l'Europe

et de la Grande Région, abrite depuis toujours des savoir-faire multiples. L'industrie en Moselle, c'est aujourd'hui plus de 50 000 emplois dans 4 100 entreprises qui œuvrent sur notre territoire dans de grandes enseignes de la métallurgie, du BTP, du textile, du luxe ou des énergies renouvelables...

Ces entreprises majeures structurent l'activité et l'économie de notre territoire. Elles ont su évoluer dans leurs pratiques, notamment en termes de formation et leurs usages tant en matière de transition énergétique que d'outillage numérique. L'industrie fait partie de l'empreinte mosellane, elle est accueillante et vivante, elle est notre ADN, notre colonne vertébrale.

C'est en ce sens que le Département s'engage, depuis de nombreuses années, dans une politique volontariste en matière d'attractivité et d'accompagnement vers ces métiers. Nous devons encourager nos jeunes talents, formés dans nos nombreux établissements et écoles supérieures, à développer leur excellence, leur passion et leurs projets ici sur notre territoire !

Aujourd'hui, l'industrie c'est celle de la fabrication des produits de notre quotidien, de la téléphonie mobile à l'aéronautique en passant par le secteur automobile en pleine révolution technologique. Parce qu'il faut faire connaître ces savoir-faire au plus grand nombre et parce qu'il est un lieu de rencontre pour tous les acteurs de la filière, le Département et Moselle Attractivité ont choisi de s'associer à Show Industrie, ce rendez-vous majeur des 25 et 26 novembre à Metz.

La Moselle est fière de son industrie, de son passé et surtout de son avenir ! »



© DR

Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine (suite)



© Catherine Lin

<<< début et au plastique pour partir à la découverte des nombreux savoir-faire que l'on peut proposer. Avec le contexte actuel, l'industrie prend des coups, plie... mais ne rompt pas. On veut montrer une image forte et collective, soutenue aussi par les collectivités et l'ensemble des acteurs et décideurs du territoire.

Quel est le message global que vous souhaitez délivrer ?

On veut dire aux jeunes et à leurs parents que l'industrie est le lieu de l'ascenseur social, l'endroit où l'on s'épanouit. Aujourd'hui les conditions en termes de santé et de qualité de travail n'ont plus rien à voir avec ce qui se faisait avant. Il faut cesser de décourager les jeunes de venir dans nos filières. Dans beaucoup d'autres filières, vous avez deux solutions : soit vous êtes salarié, soit patron. Dans l'industrie, les choix sont infiniment plus nombreux. Vous pouvez débiter à un endroit comme apprenti, avant de devenir directeur des achats dans un autre, ou même dirigeant de l'entreprise. Ce n'est pas le cas de tout le monde bien entendu, mais ça n'a rien d'extraordinaire. L'industrie permet cela. Ce que l'on regarde, c'est la volonté qu'ont les gens d'apprendre.

La Lorraine n'en a donc pas terminé avec son histoire industrielle ?

Le Grand Est concentre le plus d'in-

« Avec le contexte actuel, l'industrie prend des coups, plie... mais ne rompt pas. »

Hervé Bauduin,
président de l'UIMM Lorraine

vestissements industriels étrangers, notamment en Moselle. C'est une zone transfrontalière incroyable et en plus on a cette culture dans la peau. Les gens de ma génération savent tous ce qu'est une usine. Enfants, on y allait travailler l'été pour gagner de l'argent de poche. Ce n'est pas anodin, ça ne se forge pas si facilement une culture industrielle. On a donc aujourd'hui les bases solides pour engendrer un nouvel essor industriel.

Un nouvel essor industriel autour de nouveaux métiers qui devraient apparaître dans les années à venir ?

C'est un sujet qui me chatouille. Jusqu'en 2030, les études démontrent que les métiers les plus en tension sont ceux qui existent aujourd'hui à cause des départs à la retraite. Bien sûr que des métiers vont arriver, des ingénieurs écologues, des data scientists... On va ajouter des cordes à notre arc. Mais prenez un électrolyseur pour fabriquer de l'hydrogène. Afin de le concevoir, ce n'est que de la bonne vieille industrie. On a besoin d'électriciens, de chaudronniers, de tuyauteurs. Fort heureusement, on est en train de re-

lancer le programme nucléaire. Mais une centrale, ce sont des tuyaux, des soudures, du béton... Rien de nouveau.

Quand on a débuté dans l'automobile, c'était avec des charrons, des tôliers. On compose avec les gens du moment que l'on fait ensuite grimper en compétences, qui finissent par acquiescer un nouveau geste. C'est ainsi qu'apparaissent de nouvelles professions, sur le long terme.

Il existe pourtant bien un élan de digitalisation dans les usines ?

Dans les métiers existants bien sûr que l'on va connaître des évolutions, avec de plus en plus de numérique, de digitalisation, d'aides robotisées. Mais penser que d'ici cinq ans, la moitié des métiers aura disparu au profit de nouveaux est un discours qui fait peur auquel je n'adhère pas. Aujourd'hui, l'enjeu est de s'interroger sur les formations, pour permettre aux industriels d'acquiescer de nouvelles compétences et d'investir dans des équipements à la pointe.

Recueilli par J.N.

AGIR ENSEMBLE DÈS MAINTENANT CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.

Parce que la lutte pour aider à préserver la planète ne peut pas attendre, la communauté des femmes et des hommes d'ENGIE s'engage à travailler chaque jour pour développer les énergies vertes et accompagner les territoires dans leur transition énergétique.

Pour agir ensemble, chaque jour compte.



ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Retrouvez nos engagements sur [engie.com/groupe/strategie](https://www.engie.com/groupe/strategie)
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.

ÉVÉNEMENT

Dix raisons de découvrir Show Industrie

C'est l'événement de cette fin d'année. Durant deux jours, les vendredi 25 et samedi 26 novembre, 80 exposants industriels font le show sur 6 500 m² à Metz Expo. Objectifs : montrer le potentiel de l'industrie lorraine et surtout l'intérêt d'y mener une carrière. Voilà pourquoi ce rendez-vous est immanquable.

Par Stéphane Getto



La filière industrielle en Lorraine, c'est un panel incroyable de postes disponibles dans la production, le numérique, la logistique mais aussi le management, la finance, les ressources humaines, le commercial...

1

Dénicher un emploi

Vous rêvez déjà de travailler dans l'industrie mais vous ne savez pas précisément dans quel secteur ? Show Industrie est fait pour vous. Avec 60 entreprises exposantes représentant toutes les branches de l'industrie lorraine et disposant de milliers d'offres d'emploi, vous pourrez découvrir de visu quel secteur répond à vos aspirations. D'autant que les grands groupes comme les PME se mobilisent, démonstrations à l'appui, pour vous séduire. Et que des jobs dating seront organisés sur place.

2

Trouver la bonne formation

Vous avez décidé d'embrasser une carrière dans l'industrie mais vous redoutez d'être insuffisamment formé ? Pas de problème, pendant deux jours des organismes de formation et des entreprises sont à votre disposition pour répondre à toutes vos questions et surtout vous proposer des formations sur mesure. Plus d'excuse, l'industrie vous tend les bras quel que soit votre niveau de formation actuel.

© UIMM



© DR

3

Découvrir sa vocation

Vous voulez donner un sens à votre carrière ? Trouver un job utile ? Vous avez fait le bon choix si vous vous déplacez à Show Industrie. La filière industrielle en Lorraine, c'est un panel incroyable de postes disponibles dans la production, le numérique, la logistique mais aussi le management, la finance, les ressources humaines, le commercial, etc. De quoi être utile à notre économie pour contribuer à produire les biens de tous les jours... comme par exemple un food-truck



Une masterclass avec Jamy

© DR

4

Assister à une masterclass de Jamy

C'est sans doute le vulgarisateur scientifique le plus populaire de France et il sera présent à Show Industrie le samedi 26 novembre ! L'animateur Jamy sera là pour rencontrer son public mais surtout pour expliquer comment l'industrie lorraine relève les défis de la transition énergétique et des enjeux technologiques. Une dizaine d'industriels l'accompagneront sur scène dans ses démonstrations toujours ludiques et pédagogiques.



Une conférence avec Hihacks

© DR

5

Échanger avec l'influenceur Hihacks

C'est une référence pour les jeunes générations. Un peu moins pour les plus anciens mais ces derniers pourront combler leur lacune et faire connaissance avec Hihacks. Présent durant les deux jours du Show, l'influenceur bricoleur bidouilleur de génie présentera notamment une oeuvre qu'il aura réalisée avec les apprentis du Cerfav (Centre européen de recherches et formation aux arts verriers) de Vannes-le-Châtel. Pour info, le youtubeur Hihacks, c'est deux chaînes qui totalisent plus d'un million de followers et 80 millions de pages vues. Bref, une référence.

de l'Onisep et du Conseil régional, et en partenariat avec l'Étudiant.

7

Croiser peut-être un ministre

Un agenda de ministre, c'est toujours compliqué... En tout cas, deux ministres sont attendus (sous réserve) à Show Industrie. La Meurthe-et-Mosellane Carole Grandjean, ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, devrait vraisemblablement réussir à trouver un créneau pour découvrir et inaugurer l'événement. Tout comme peut-être son collègue Roland Lescure, ministre de l'Industrie. Leur présence souligne non seulement l'envergure de cet événement dès sa première édition mais démontre aussi à quel point les problématiques de l'emploi et de la formation sont capitales pour la filière industrielle.

Lire la suite >>>

6

Faire un détour par Oriaction

C'est le petit plus pour les visiteurs de Show Industrie. Ils pourront aussi faire un passage sur le salon Oriaction qui se tient également les 25 et 26 novembre sur le même site de Metz Expo. Oriaction, c'est le salon académique des formations post-bac, porté par le rectorat de l'académie de Nancy-Metz, avec le soutien



© DR

Dix raisons de découvrir Show Industrie (suite)

<<< début

8

Disséquer un food-truck...

En quelques années, ils sont apparus dans nos rues et sur nos places. Les food-truck font désormais partie de notre quotidien. Les organisateurs de Show Industrie en ont fait un peu le symbole de cette manifestation en démontrant qu'un food truck est un pur produit de l'industrie. Bref, que l'industrie est partout dans notre quotidien. Et qu'en Lorraine, nous disposons de toutes les ressources pour produire un food truck de A à Z. Étonnant, non ?



© Philippe Gisselbrecht - Ville de Metz

FRANÇOIS GROSIDIER,

maire de Metz, président de l'Eurométropole

« S'appuyer sur son passé pour inventer son avenir »

« L'Eurométropole de Metz est le cœur d'un bassin de vie, la Lorraine Nord, que l'Histoire a façonné en une terre de travail, marquée au fer rouge par les coulées continues, qui aime l'esprit d'entreprise et a le goût de l'initiative. Un territoire qui a écrit en lettres d'or toutes les grandes étapes de la révolution industrielle en se forgeant une image de référence dans les filières liées au travail des matériaux, du fer à l'acier. Un territoire forcément touché de plein fouet, à la fin du XX^e siècle, par la crise de ces industries, mais qui a su surmonter, avec pugnacité, inventivité et audace, ces épreuves sans se renier. Bien au contraire, c'est en s'appuyant sur son histoire qu'elle s'est réinventée, en favorisant la transition de l'emploi de la métallurgie vers l'industrie automobile à partir des années 1980, mais aussi et surtout en valorisant sans cesse ses savoir-faire en développant des secteurs d'excellence en matière de recherche et d'innovation, notamment dans

le domaine des matériaux.

Aujourd'hui, Metz et sa métropole possèdent des atouts considérables par la présence sur son territoire d'un écosystème académique et technologique remarquable dont la renommée dépasse les frontières du continent et qui représente une force de formation, d'ingénierie et d'expertise de tout premier plan. Cette capacité de se tourner en permanence vers l'avenir lui a permis de devenir un pôle d'excellence qui la rend extrêmement attractive.

Notre objectif est clair : investir fortement dans tous les secteurs capables de créer une industrie moderne et performante, de répondre aux défis technologiques d'aujourd'hui et de demain et de proposer des perspectives d'emplois passionnants et pérennes, tout en jouant un rôle essentiel dans la transition énergétique et économique. Une industrie qui, en somme, s'appuie sur son passé pour inventer l'avenir. »

9

Préparer sa déco de Noël...

Attendue, fantasmée, la boule de Noël de Meisenthal présente chaque année un nouveau design. La création 2022, dévoilée le 14 novembre au Ciav (Centre international de l'art verrier) de Meisenthal, sera présentée au Show industrie. La cristallerie Lehrer, qui a lancé sa propre collection de boules spéciales Noël depuis 2019, sera aussi de la partie. Après le Kougelhopf, le bouchon de champagne et le mannele, la boule de Noël 2022 est une cloche élégante ornée d'un flot. Tous ces bijoux seront à découvrir (et à s'offrir) sur un sapin issu de nos belles forêts de Moselle.



© Ciav

10

Être fier de sa région

L'industrie est la colonne vertébrale économique et sociale de notre territoire, comme l'a rappelé à juste titre Patrick Weiten, président du Département de la Moselle, dans ce *Hors-Série*. Et nous pouvons en être fiers. L'occasion en est donnée justement avec Show Industrie où pendant deux jours nous pourrions nous rendre compte de la force de frappe de la filière, de son savoir-faire et de son potentiel d'innovation.

En Lorraine, nous disposons de toutes les ressources pour produire un food truck de A à Z. Étonnant, non ?

PLATEFORME INDUSTRIELLE ET LOGISTIQUE MULTIMODALE



AU CARREFOUR DE L'EUROPE DU NORD



UN SITE ATTRACTIF
PROCHE DU
LUXEMBOURG,
DE L'ALLEMAGNE
ET DE LA BELGIQUE

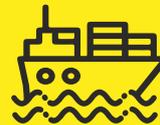
UNE PLATEFORME DE
TRANSPORTS COMBINÉS
SUR LE SITE PORTUAIRE
DE THIONVILLE-ILLANGE
UCKANGE-FLORANGE



Train



Route



Eau



Air

DÉJÀ 3 GRANDS PORTEURS DE PROJETS



weerts group

Logistique



Production
d'hydrogène vert

Groupe
CHEVALLIER

Logistique

135
HECTARES

+1 500
FUTURS EMPLOIS

UN SITE
RESPECTUEUX
DES ENJEUX DE
LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE



DOSSIER

Comment l'industrie mène sa mutation

Parmi tous les défis auxquels l'industrie lorraine doit faire face, ce *Hors-Série* en a relevé trois particulièrement significatifs du contexte actuel : la pénurie de main-d'œuvre, la transformation environnementale et l'amélioration des conditions de travail. Parce que gagner ces batailles, c'est résoudre en partie le déficit d'image qui colle à la peau de la filière. D'autant que les acteurs du secteur ont déjà réalisé une bonne partie du chemin.

© DR

GUERRE DES TALENTS

Cherche main-d'œuvre (presque) désespérément

L'industrie française n'est pas au bout de sa peine. Après le choc de la pandémie de Covid-19, les entreprises sont confrontées à un nouveau défi : la pénurie de main-d'œuvre. Quelles solutions pour faire face à cette crise des vocations ? On fait le point.

Par Justyne Stengel et Patrick Jacquemot

L'industrie, c'est magique ? Les mots datent de 2021 et sont signés Agnès Pannier-Runacher, alors ministre déléguée chargée de l'Industrie qui, lors de l'événement French Fab Tour à Metz martelait : « Vous allez donner aux jeunes la fierté de travailler dans l'entreprise. La fierté de travailler dans l'usine pour qu'on dise que lorsque tu vas sur une ligne de production, ce n'est pas une punition. C'est pour ton pays, c'est pour la magie. » Pourtant, le secteur souffre encore de nombreux clichés : salissant, pénible, éreintant ou encore peu valorisé. Sans compter qu'avec le Covid, c'est toute une organisation du travail qui s'est vu modifiée. Trouver le profil adéquat, recruter des techniciens et ingénieurs qualifiés dans le secteur industriel se révèle aujourd'hui être un véritable parcours du combattant pour certaines entreprises.

Mais comment expliquer une situation aussi critique : salaires trop bas ? Manque d'attractivité ? Désamour pour une branche jugée trop épuisante physiquement ? Quoi qu'il en soit, le gouvernement et les élus locaux souhaitent balayer ces idées reçues. Les décideurs français ont annoncé leur volonté d'engager la reconquête industrielle de l'Hexagone. Pour preuve, deux plans complémentaires, France Relance et France 2030,

ont été lancés pour accélérer la reprise économique dans de nombreux secteurs, dont l'industrie, qui a souffert ces dernières années de nombreuses délocalisations. A titre d'exemple, le plan d'investissement France 2030 affiche l'objectif d'atteindre le nombre symbolique de cent nouveaux sites industriels par an.

Attirer de nouveaux talents

Mais pour que ces entreprises voient le jour, encore faut-il que la main-d'œuvre soit au rendez-vous. Par chance, la Lorraine est traditionnellement une terre d'industrie avec une offre de formation riche et les outils nécessaires pour développer son plein potentiel. Pour preuve, dans le cadre du plan Terres d'Industrie, une centaine de projets lauréats ont été sélectionnés dans le Grand Est et bénéficieront d'un soutien d'un montant global de plus de 25 millions d'euros. L'ensemble des projets aborde les grands enjeux actuels de l'industrie, comme la modernisation des outils de production, le développement des savoir-faire, l'amélioration des conditions de travail et la transition écologique. De quoi jeter un regard positif sur l'avenir.

Et pour remédier à cette nouvelle crise des vocations, nos entreprises

ont du talent. Que cela soit par le biais de l'apprentissage, de l'accompagnement personnalisé, de partenariats avec de grandes écoles ou de processus innovants, tous les leviers sont actionnés pour donner aux jeunes l'envie de se former et de s'impliquer. Car malgré les idées reçues, les métiers techniques de l'industrie permettent de développer ses compétences tout en bénéficiant d'un salaire avantageux avec, dans certains cas, la possibilité de jouir d'un treizième mois et d'un compte épargne-temps.





En Lorraine, les qualités individuelles et collectives sont valorisées pour permettre à chacun de s'épanouir, de trouver sa voie et de s'insérer facilement dans le marché du travail.

Au niveau du Grand Est aussi évidemment l'enjeu est énorme. L'industrie, c'est près de 300 000 emplois, une activité créant près de 20 % de la richesse régionale. Un géant économique qui s'est bien redressé mais que vient faire boiter un caillou dans la chaussure : cette fichue (et inédite) difficulté à recruter. Résultat, les

Lire
la suite
>>>

« Les entreprises doivent assurer celles et ceux qui voudraient les rejoindre qu'une carrière les attend. »

Valérie Debord,
vice-présidente du conseil
régional Grand Est





© DR

<<< début machines des 16 500 établissements industriels recensés sur les dix départements ne tournent pas à plein, faute de main d'œuvre.

Les causes ? **Valérie Debord** en revient de multiples. Et la vice-présidente du conseil régional en charge de l'emploi et de la formation de pointer : « une population vieillissante, un territoire qui doit renforcer son attractivité, des métiers qui doivent se faire mieux connaître et des sociétés qui doivent assurer celles et ceux qui voudraient les rejoindre qu'une carrière les attend. »

Chaudronniers, soudeurs, conducteurs de lignes mais aussi ingénieurs, la liste des places à pourvoir ne cesse de prendre de l'envergure. Près de 3 % des postes seraient ainsi vacants, selon la Dares. Aussi, la Région a-t-elle accentué son effort dans la formation. Pour 2022, près de 16 millions d'euros de budget sont ainsi dédiés pour assurer les 1 800 places de formation ouvertes dans le domaine industriel. « Nous venons d'ouvrir un Centre (CFAI) à Saint-Dié-des-Vosges, à Malzéville au printemps, à Bar-le-Duc bientôt. L'idée est d'offrir des parcours d'apprentissage adaptés aux besoins réels de chacun de nos 45 bassins d'emplois. » Sachant que les entreprises du Sundgau alsacien n'ont pas forcé-

« Le secteur a donc besoin de compétences et de têtes bien faites pour assurer la production d'aujourd'hui, et les marchés de demain. »

Valérie Debord,
vice-présidente du conseil régional Grand Est

ment les mêmes attentes que celles de Romilly dans l'Aube.

La Région soutient également les actions visant à promouvoir les métiers de l'industrie. Comme les Réseaux ambassadeurs dont les représentants (des professionnels en poste) parcourent collèges et lycées pour expliquer la réalité de leur secteur. « Localement, l'industrie a un passé et même un passif. Mais c'est un secteur qui s'est considérablement modernisé, où la pénibilité des tâches a diminué, où l'intelligence artificielle a toute sa place, où les domaines recherche et développement ont pris une importance considérable (le Grand Est est la cinquième Région dans l'investissement en R&D). Un secteur d'avenir donc, ce qui n'était pas forcément perçu et transmis ces dernières décennies. »

Le secteur a donc besoin de compétences et de têtes bien faites pour assurer la production d'aujourd'hui, et

les marchés de demain. « De l'utilité donc aussi de développer l'offre universitaire régionale pour former d'avantage d'ingénieurs (à l'Ensem, Supelec, Mines, Telecom, etc) », insiste Valérie Debord ajoutant : « Les former et faire en sorte qu'il reste dans le Grand Est ensuite. »

Un enracinement indispensable et sur lequel les employeurs ont aussi un rôle à jouer, estime l'élue : « La Région peut agir sur le sourcing, peut apporter les premières briques de compétences nécessaires à des jeunes pour entrer en fonction, mais il faut que les industriels assurent leurs recrues d'une amélioration de leurs acquis au fil des années, offrent des perspectives de carrière réelles. Il ne faut jamais oublier qu'au-delà des machines, l'humain reste la valeur ajoutée principale sur laquelle une société peut se développer ».

J.S. et P.J.



Norske Skog
Golbey

nous sommes
PAPETIERS

Nous fabriquons du papier

JOURNAL & CARTON

AVEC NOUS, **TU**
T'ÉPANOUIRAS !

REJOINS
L'ÉQUIPE !

norskeskog-golbey.com

ILS PASSENT À L'ACTION

Leurs solutions face à la pénurie

Pas question de baisser les bras : face au manque de main-d'œuvre, ces industriels et acteurs de la formation se sont creusés les méninges pour étoffer leurs équipes et poursuivre leur développement. Et ça marche.



© DR

LORRAINE LE PÔLE FORMATION UIMM LORRAINE EN MODE SÉDUCTION

La branche lorraine du **Pôle formation UIMM Lorraine** a choisi d'étendre son processus de recrutement à des personnes qui, d'ordinaire, ne se tournent pas vers le secteur de la métallurgie. « *Aujourd'hui on se doit d'être hyper réactifs pour trouver les solutions nécessaires. Il faut parfois se montrer très inventifs pour aider les entreprises* », explique Fanny Feller, directrice générale du Pôle formation Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) en Lorraine. Un organisme situé à Maxéville mais présent dans toute la région, à travers neuf sites regroupant 220 employés au total, et dont la vocation est de « *former des personnes pour donner aux entreprises les compétences dont elles ont besoin* ».

Pour mener à bien sa mission malgré les difficultés de recrutement, le Pôle formation UIMM Lorraine fait de son mieux pour « *séduire, et aller vers le public le plus large possible* ». Le centre a organisé une demi-journée consacrée à l'accueil de réfugiés issus de quartiers prioritaires, afin de leur proposer de rentrer dans des dispositifs de formation et, à terme, de travailler dans l'industrie. « *C'est typiquement une action que l'on n'aurait pas faite avant*, précise Fanny Feller, *même si on travaille déjà de manière ponctuelle avec des migrants. On va chercher des personnes qui ne viennent pas naturellement vers nous.* »

Le Pôle formation a également mis en place des actions nommées « Femmes d'industrie », dont l'objectif est de faire découvrir la filière aux femmes, « *qui ne connaissent pas forcément, ou ne sont pas attirées par ces métiers. Ce qui nous intéresse, c'est la motivation. Le reste, on s'en occupe* ».

J.V.



« Nous avons également mis en place des actions nommées "Femmes d'industrie". »

Fanny Feller,
directrice générale
du Pôle formation UIMM Lorraine

FLORANGE POUR CAE, L'APPRENTISSAGE ÉVIDEMMENT

Voilà déjà plusieurs années que la société florangeoise CAE gonfle son recrutement en mettant l'accent sur l'apprentissage. Son président, Michel Ludovico, raconte les bénéfices de cette stratégie.

« Nous sommes situés dans la zone Sainte-Agathe de Florange et travaillons pour les entreprises du Grand Est, mais aussi pour des clients au Luxembourg, en Allemagne, en Suisse... On fabrique des pièces assez techniques et précises, de très petite série, qui requièrent du savoir-faire et de la précision. On s'est rendu compte il y a quelques années déjà qu'il était difficile de trouver des profils de salariés opérationnels sur nos machines. On a essayé de recruter à l'extérieur, mais ça ne marche pas, donc on a essayé l'apprentissage. C'est plus long, c'est un peu aléa-

toire... mais ça fonctionne. On prend deux ou trois apprentis par année, qu'on renouvelle régulièrement. Pas loin de la moitié des gens qui travaillent actuellement avec moi a été formée en apprentissage.

Il faut bien se rendre compte que ce n'est pas facile ! Les jeunes ne savent pas forcément ce qu'est notre métier. Les apprentis que l'on recrute sont des gamins qui ne connaissent pas le monde de l'entreprise. Il faut leur laisser le temps de s'adapter, y aller étape par étape : on leur demande de faire des tâches simples, puis de plus en plus compliquées, jusqu'à ce qu'ils deviennent autonomes. Les jeunes qui s'investissent et se plaisent sont formés puis embauchés. S'ils sont motivés à apprendre, tout va se faire naturellement. L'apprentissage permet de savoir si les jeunes ont envie de poursuivre dans ce métier : c'est ça le plus important. »

« Les jeunes qui s'investissent et se plaisent sont formés puis embauchés. »

Michel Ludovico,
président de CAE

J.V.



GRAND EST LES KITS RECRUTEMENT DE L'OPCO2i

« Innovation, digitalisation, enjeux énergétiques... On aide les entreprises à identifier leurs besoins. »

Frédéric Millot,
directeur de l'antenne
Grand Est d'OPCO2i

La combinaison de l'alternance, des partenariats et de l'accompagnement personnalisé sont trois des nombreux outils qui permettent aujourd'hui à **OPCO2i** d'atteindre un taux d'insertion de 79 %. Dans le Grand Est, l'opérateur de compétences OPCO2i accompagne pas moins de 8 400 établissements, qu'il conseille au quotidien sur les sujets de l'emploi, du recrutement et de la formation professionnelle. En 2021, l'opérateur a monté un observatoire national, qui « mène des études sur les évolutions de nos métiers », selon le directeur de l'antenne Grand Est, Frédéric Millot. « Innovation, digitalisation, enjeux énergétiques... On aide les entreprises à identifier leurs besoins. » L'opérateur a également mis en place des kits de recrutement, dont l'objectif est d'aider les sociétés à se rendre plus attractives, en apprenant à mettre leurs atouts en avant. « L'intérêt de ces kits, c'est également d'aider les entreprises à anticiper et ne pas se retrouver au pied du mur, poursuit Frédéric Millot. Notre rôle est de les sensibiliser au transfert des savoirs, particulièrement grâce à l'alternance. »

OPCO2i développe également, en partenariat avec Pôle emploi et la région Grand Est, la préparation opérationnelle à l'emploi collective. « On promeut les métiers en tension auprès des demandeurs d'emploi, avant d'utiliser la méthode de recrutement par simulation pour déterminer s'ils ont les aptitudes pour le milieu industriel. Ils sont ensuite formés et préparés à intégrer des entreprises, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation. »

J.V.



Mon chargé d'affaires et moi, un duo gagnant pour économiser les énergies !

ÉLECTRICITÉ / GAZ
uem-metz.fr
energem.fr



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Ils passent à l'action (suite)

FLAVIGNY-SUR-MOSELLE FRANCE ÉLÉVATEUR JOUE LA CARTE DE LA COM'

Pour tirer son épingle du jeu, **France Élévateur** s'est tourné vers les demandeurs d'emploi, tout en misant sur la communication et la mise en avant de ses atouts. Depuis 1984, France Élévateur produit des nacelles élévatrices sur porteur dans son usine de Flavigny-sur-Moselle. Présente dans toute la France, l'entreprise vend également à l'international, de la Turquie à l'Espagne en passant par la Grèce.

Chez France Élévateur, on a choisi de « faire des contrats de professionnalisation en lien avec le Pôle formation UIMM Lorraine et Pôle emploi, explique la responsable des ressources humaines, Mélanie Simeon. On va chercher des demandeurs d'emploi sans qualification pour les former à nos métiers. » Une méthode qui leur permet de s'y retrouver financièrement : « Avec nos 360 employés environ, on est une grande entreprise, alors on a rarement des aides financières. Or, les formations des demandeurs d'emploi sont parfois financées directement par Pôle emploi. »

Pour attirer de nouvelles têtes, France Élévateur a également parié sur la communication : réseaux sociaux, salons et forums locaux, tout est bon pour faire savoir qu'on recrute. « On a mis une grande bannière le long de l'autoroute A33 et des stickers sur nos camionnettes, détaille Mélanie Simeon. On met aussi notre métier en avant sur les réseaux en publiant des photos et des vidéos. » Sans oublier que « ce que les gens voient avant tout, c'est le montant sur leur bulletin de paie à la fin du mois ». Sur ses offres d'emploi, France Élévateur précise désormais ses bonus financiers : « On communique en disant qu'en plus du salaire, on donne des primes et avantages, comme un treizième mois ou un compte épargne-temps. »

« Ce que les gens voient avant tout, c'est le montant sur leur bulletin de paie à la fin du mois. »

Mickaël Grivel,
président de Fives Cryo



GOLBEY FIVES CRYO MISE SUR LES ÉCOLES D'INGÉNIEURS

Le président de l'entreprise golbéenne **Fives Cryo**, Mickaël Grivel, va puiser ses talents chez les demandeurs d'emploi en reclassement, mais également en tissant des partenariats avec les écoles. « Nous sommes fabricants d'échangeurs en aluminium brasé : nos équipements, dont la majorité est destinée à l'export, servent à refroidir les gaz à température cryogénique et sont utilisés notamment dans le domaine de la liquéfaction. Pour ce faire, on a besoin de compétences techniques : des thermiciens et des ingénieurs capables de faire des calculs de structures mécaniques. Des chefs de projet, aussi, qui jouent le rôle de chefs d'orchestre et coordonnent nos activités avec nos clients en Corée, au Moyen-Orient, aux États-Unis... On développe beaucoup les partenariats avec les écoles d'ingénieurs :

on les reçoit en visite dans l'entreprise, propose des stages, prend des apprentis... On participe aux forums étudiants ou d'entreprises et on embauche également les étudiants qui viennent faire leur stage chez nous, si tout se passe bien, que l'on est convaincu que c'est la bonne personne et qu'elle est intéressée pour rester. On a également des besoins en métiers manuels, dans le soudage par exemple. Les agences d'intérim sont l'un des nombreux leviers que l'on utilise mais, en plus de cela, on travaille avec Pôle emploi et le Pôle formation UIMM Lorraine pour que des personnes en reclassement puissent intégrer une formation de soudure ; formation dans laquelle on va les accompagner, avec des allers-retours entre le centre de formation et Fives Cryo. »

« On a également des besoins en métiers manuels. »

Mélanie Simeon,
responsable RH chez
France Élévateur

Ils passent à l'action (suite)

« On ne demande pas spécialement un diplôme, mais surtout des gens qui ont envie d'apprendre et de se passionner pour notre beau métier. »

Steven Moss,
créateur-gérant de RMI

« On embauche aussi des gens en reconversion, passionnés par la mécanique ou l'automatisme. »

Steven Moss,
créateur-gérant de RMI



© Vincent Zobler

NOMENY LE COMPAGNONNAGE VERSION RMI

Steven Moss, créateur et gérant de **Rénovation Machines Industrielles (RMI)** à Nomeny, insiste particulièrement sur la transmission des savoirs en interne ; un processus qui, selon lui, « fera perdurer l'emploi dans les entreprises ».

« RMI, c'est une société de rétrofit de machines-outils, de robotique et d'automatisme. On recycle de vieilles machines en gardant leur bâti et en y ajoutant des technologies récentes. Aujourd'hui on est 37 personnes ; la majorité de nos interventions se fait dans le Grand Est mais on intervient aussi à l'international, au Benelux, au Chili, au Maroc, en Turquie... La particularité de RMI, c'est qu'on est aussi un centre de formation agréé. On forme des jeunes en interne, ce qui nous permet d'attirer des talents. C'est vraiment un esprit de compagnonnage : il y a toujours un ancien qui ap-

prend à un jeune et on travaille tout le temps en binôme. On ne demande pas spécialement un diplôme, mais surtout des gens qui ont envie d'apprendre et de se passionner pour notre beau métier. On est vraiment sur la transmission du savoir. Pour moi c'est primordial : déjà c'est une passion, et c'est aussi ce qui fera perdurer l'emploi dans les entreprises. On a beaucoup d'apprentis, mais quel que soit le contrat, on insiste sur la montée en compétences des personnes. On embauche aussi des gens en reconversion, passionnés par la mécanique ou l'automatisme, qui ont envie de changer de métier. Ce sont des personnes qui ont choisi ce qu'elles voulaient faire, qui sont donc motivées, et qui connaissent déjà le monde du travail. »

J.V.



Les consultants de la SSETI vous accompagnent dans vos prises de décisions en mobilisant les outils adaptés à vos enjeux et projets.

→ Sécuriser vos recrutements

→ Stimuler la mobilité interne

Basé sur une approche psychométrique experte, le modèle **performanse** et ses outils associés permettent d'analyser la singularité des individus au travail en s'appuyant sur la personnalité, les schémas motivationnels, les comportements et le cognitif.

Le questionnaire en ligne d'évaluation cognitive et/ou des compétences comportementales est complété par un entretien avec l'intéressé(e), pour des synthèses de personnalité optimisées et des choix objectifs.

Améliorez votre gestion des ressources humaines grâce à la connaissance des compétences comportementales et cognitives de vos candidats et collaborateurs.

ÉVALUATION DE PERSONNALITÉ ET MOTIVATIONS PROFESSIONNELLES

PERF ECHO PRIX : 690€ HT

PERF ECHO, constitué de 70 questions, vous permet d'appréhender les soft skills (ou compétences comportementales) avec justesse et pose un regard neuf sur les contributions futures des individus au travail. C'est un outil d'aide à la décision face aux problématiques de recrutements ou de gestion de carrière.



- ① Rationnalisez et sécurisez vos recrutements (ou prises de décisions),
- ② Objectivez vos intuitions,
- ③ Améliorez votre processus de sélection,
- ④ Favorisez l'approche relationnelle.

PUBLIC :

Candidats et collaborateurs (mobilité interne).

MODALITÉS D'INTERVENTION

1 Identification des enjeux clés et prérequis

2 Transmission du / des test(s) au(x) candidat(s) / collaborateur(s)

3 Identification des points clés du profil

4 Entretiens individuels pour affirmer ou infirmer les hypothèses

5 Préparation des conclusions et restitution des résultats

ÉVALUATION COGNITIVE ET COMPORTEMENTALE

TWOB-R PRIX : 770€ HT

TwoB-R, constitué de divers exercices pratiques, est un test d'évaluation cognitive associé à une approche comportementale pour révéler le potentiel autour de 4 grands domaines indispensables en milieu organisationnel : Influence, Décision, Efficacité et Agilité. C'est un puissant support d'aide à la détection et au développement des potentiels.



- ① Construisez le leadership de votre organisation,
- ② Mesurez le potentiel d'un collaborateur,
- ③ Détecter le potentiel d'un candidat,
- ④ Réduisez les erreurs de recrutement / mobilité.

PUBLIC :

Prioritairement recommandé pour les fonctions d'encadrement et/ou à responsabilités.

BIENTÔT L'ÉDITION N°2

Guide des intercos de l@Semaine



MÉTROPOLES
AGGLOMÉRATIONS
COMMUNAUTÉS DE COMMUNES
MEURTHE-ET-MOSELLE
& MOSELLE

Parution
décembre 2022

l@Semaine

Informier, analyser, débattre.

lasemaine.fr

**Les révolutions
marquent toujours
des tournants décisifs
dans l'histoire... d'une
entreprise !**

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La marche forcée

© DR

L'objectif de la transition énergétique et climatique est de modifier la manière de produire des entreprises industrielles pour les rendre plus écologiques. Inévitablement, elles doivent s'adapter et répondre aux enjeux de demain notamment en matière de décarbonation. Une révolution qui est en marche depuis quelques années.

Par Diane Starck

Dire que les changements climatique et énergétique sont des sujets d'actualité pour les entreprises ne serait pas tout à fait exact. En effet, les négociations internationales, depuis la signature de Kyoto (traité ayant pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre) en 1997, font l'objet d'une attention croissante du milieu industriel. Plus tard, cette fois, en vue de lutter contre les changements climatiques et leurs effets néfastes, les dirigeants mondiaux ont adopté, le 12 décembre 2015 l'historique Accord de Paris. Celui-ci fixe l'objectif

d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Déclaration de l'urgence écologique et sociale, baisse de 40 % de la consommation d'énergie fossile d'ici à 2030, fermeture des dernières centrales à charbon d'ici à 2022 en France, c'est toute l'industrie qui doit revoir son modèle économique. À partir de ce moment, elle n'a cessé d'être inventive et innovante pour répondre aux défis qui l'attendaient.

La transition environnementale, notamment en matière d'énergie et de réduction de l'impact climatique des activités humaines, implique un développement industriel et technolo-

gique majeur. Toutefois, « beaucoup d'entreprises ne disposent pas encore des moyens nécessaires pour relever ces défis. Mais le tableau n'est pourtant pas si noir, car beaucoup d'entreprises qui ont choisi d'entreprendre une démarche d'économies d'énergie ont connu beaucoup de succès. Oui, le fait de s'efforcer de réduire les consommations énergétiques présente encore de nombreux avantages », note dans son rapport d'état des lieux de l'industrie et de l'énergie le site d'actualité des technologies et des services, Factory futur.

Selon Nathalie Vaxelaire,

**Lire
la suite
>>>**

La marche forcée (suite)



Les entreprises sont inventives et innovantes pour répondre aux défis de demain.

<<< début présidente directrice générale de Tranes basée à Golbey, la transition énergétique et climatique doit être une priorité pour toute l'industrie. Elle a d'ailleurs lancé le « Gigatonne Challenge » dans sa société, pour montrer la présence du Groupe dans les enjeux environnementaux : « Notre objectif est de réduire l'empreinte carbone de nos clients d'un gigatonne de CO₂ à l'horizon 2030, soit 2 % des émissions annuelles mondiales ou les émissions annuelles de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni réunis. Nous nous donnons les moyens de réussir », constate la dirigeante

Une formidable opportunité

Si la transition de l'industrie vers la neutralité carbone d'ici à 2050 constitue donc un défi de taille, elle représente aussi une opportunité de moderniser une économie et de promouvoir la croissance et le progrès technologique comme vous le verrons dans les pages suivantes. Mais aussi pour l'emploi. Le ministère du Travail en France a, par exemple, mis en place une aide de 12 000 euros (versée par Bpifrance) pour le recrutement de 1 000 jeunes en alternance ou jeunes diplômés embauchés pour une mission ou un projet de développement structurant pour la transition énergétique et écologique de l'entreprise. C'est désormais une évidence pour

les industriels, ils doivent enclencher leur mutation. Les révolutions marquent toujours des tournants décisifs dans l'histoire... d'une entreprise !



FABRICE GENTER,

1^{er} vice-président de la CCI Grand Est,
président de la CCI Moselle Métropole Metz

« Nous avons des habitudes qu'il faut changer »

« Nous avons tous constaté le coup de projecteur énorme ces derniers mois sur la question de la consommation d'énergie du fait des prix de l'énergie qui ont explosé. On se rend compte que nous avons des habitudes et que, comme les prix de l'énergie n'avaient pas beaucoup évolué durant des années, on n'y faisait plus vraiment attention, y compris dans les entreprises. Et puis tout d'un

coup, les tarifs de l'énergie flambent et attirent l'attention. D'où les opérations de chasse au gaspillage lancées pour réduire les factures et surtout être plus performants demain. C'est l'occasion de se demander : peut-on produire autrement en diminuant les quantités d'énergie consommées ? Oui c'est possible, les premiers exemples recueillis par la CCI sont vraiment probants dans ce domaine. Même si évidemment l'impact varie en fonction du mode de production de l'entreprise, et notamment du poids de l'énergie dans son process. Une autre solution consiste à produire sa propre énergie dans un but d'autoconsommation. La CCI Grand Est finance d'ailleurs certaines études dans ce domaine pour les industriels. Toutes ces évolutions marquent en tout cas un changement fondamental, certes contraint, de notre façon d'approcher la question de l'énergie et la transition énergétique. »

Rejoignez les équipes FERCO !



FERCO S.A.S est une filiale de l'un des plus grands producteurs de ferrures de bâtiments : Gretsch-Unitas (3700 collaborateurs). Avec plus de 50 sociétés de production et de distribution, implantées dans 35 pays sur les 5 continents, le Groupe G-U réalise un chiffre d'affaires d'environ 500 millions d'euros par an. FERCO S.A.S est leader en France dans les systèmes d'ouverture et de fermeture grâce à la compétence de ses 700 collaborateurs et à la qualité de ses produits.

La qualité naît de la qualification. Des personnes qualifiées travaillent dans le monde pour FERCO S.A.S, avec plaisir et sens des responsabilités.

Pour apporter de la valeur à l'entreprise et fidéliser les talents, nous mettons en place les ressources humaines nécessaires. Objectif : créer un cadre de travail stimulant, développer l'autonomie et l'agilité des équipes. Les collaborateurs profitent de notre offre étendue en qualification et formation continue. Le bon climat social de notre entreprise, notre sens de la responsabilité et une communication ouverte contribuent à motiver et fidéliser nos collaborateurs affichant des taux d'ancienneté bien supérieurs à la moyenne.

La fidélité des collaborateurs à l'entreprise reflète leur satisfaction de pouvoir assumer des responsabilités et participer à l'élaboration des tâches. L'estime réciproque, les hiérarchies horizontales et une bonne culture du dialogue y contribuent.

La promotion permanente des collaborateurs pendant toute leur vie professionnelle nous tient particulièrement à coeur. Cela commence à l'entrée dans l'entreprise - par exemple par un apprentissage ou des études en alternance. La formation continue permet d'élargir en permanence et de mettre à jour les savoirs et les capacités.

Nous nous considérons comme une équipe dans laquelle chaque membre compte. Notre esprit d'équipe est vécu. Tous les jours. Partout.

Nous recrutons du CAP jusqu'au Bac +5.
N'hésitez pas à nous envoyer votre CV à
l'adresse suivante : rh@ferco.fr

Ou sur :

On vous attend !



Nom de la page : FERCO SAS



www.g-u.com | rh@ferco.fr



Le sens de l'ouverture



ILS PASSENT À L'ACTION

Industriels verts

Une industrie écologiquement vertueuse : une utopie ? Pas pour ces dirigeants d'entreprises qui ont lancé le mouvement sur leurs sites. Leur point commun : la politique des petits pas et une ambition forte, à la hauteur des enjeux.

LAXOU ER3I MISE SUR L'HYDRO- ÉLECTRIQUE

Pascal Vautrin, 60 ans est l'un des gérants de la société **ER3i** (5 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 30 salariés), spécialisée dans la fabrication et l'installation d'équipements pour l'énergie et l'environnement. Le cœur de l'activité de l'entreprise est la mise en place de centrales hydroélectriques. Depuis dix ans, le gérant observe un véritable changement de comportement chez les clients qui sont de plus en plus soucieux et respectueux de leur environnement : « Une mutation que l'entreprise avait anticipée grâce à un long programme en recherche et développement pour imaginer des turbines moins consomma-

© DR



© DR

« L'hydraulique est un marché en perpétuel mouvement, une solution pour l'avenir. »

Pascal Vautrin, gérant de ER3i



« Nous donnons du sens à notre métier grâce aux défis écologiques. »

Jean-François Zebo,
directeur de l'usine Faurecia
Clarion Electronics

trices d'eau et plus efficaces en termes d'énergie. La gestion des ouvrages intègre le respect de la vie du cours d'eau », avance le gérant, qui va avoir du pain sur la planche, dans les années à venir. Le nerf de la guerre : les économies : « Une centrale hydroélectrique permet de moduler sa production en fonction de la demande de consommation énergétique. Ceci grâce à son réservoir d'eau qui permet d'ajuster à la hausse comme à la baisse la puissance électrique produite », rappelle le dirigeant. Face à une crise de l'énergie sans précédent, l'entreprise va booster ses ventes de turbines. Les énergies vertes ont un avantage sur les énergies fossiles : elles sont locales. Autre avantage, elles ne dépendent pas des marchés européens. « De petits barrages hydroélectriques sont aujourd'hui à l'abandon en France. Avec l'augmentation inévitable du prix de l'énergie, j'observe un regain d'intérêt pour ces infrastructures », souligne Pascal Vautrin. La transition énergétique semble donc en ordre de bataille.

D.S.



CUSTINES FAURECIA PROLONGE LA VIE DES PIÈCES ÉLECTRONIQUES

« **N**otre objectif est de prolonger la durée de vie des pièces électroniques multimarques afin de nous engager plus fortement dans l'économie circulaire », rappelle **Jean-François Zebo**, 45 ans, directeur de l'usine Faurecia Clarion Electronics, leader technologique de l'industrie automobile à Custines (Meurthe-et-Moselle). Dans les ateliers plus de 25 000 pièces réparées sortent par an : « Nous changeons les composants défectueux de près de 24 marques de produits. Nous pouvons proposer près de mille pièces référencées qui sont entre 50 à 80 % moins chères que les neuves. » L'économie

circulaire est un modèle économique pour l'entreprise et surtout une nouvelle manière d'aborder le cycle de vie des pièces. Pour le directeur et les soixante salariés du site, le but est tout simplement que l'écologie doit rimer avec « économie financière pour nos clients ». Améliorer la réutilisation et le recyclage des composants des voitures sont des gestes en faveur de la planète. « Le développement de la vente de pièces de rechange est une des clés pour préserver les ressources et réduire l'empreinte environnementale. » La loi anti-gaspillage en France entend accélérer le changement de modèle de production et de consommation afin de limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat. « Nous nous inscrivons dans cette démarche. » En 2021, Faurecia Clarion Electronics a rejoint France Auto Reman, une association regroupant les entreprises françaises du remanufacturing. « Nous restons une bonne alternative à la pièce neuve. »

D.S.



« Notre autre ambition est de nous tourner vers des énergies gratuites et accessibles naturellement comme l'air, la terre ou encore l'eau. »

Nathalie Vaxelaire, présidente directrice générale de la société Trane

© Vincent Zabler

GOLBEY SOCIÉTÉ TRANE VEUT RÉDUIRE L'EMPRUNTE CARBONE DE SES CLIENTS

« **D**epuis plus de dix ans nous travaillons sur la conception de nouveaux produits plus respectueux de l'environnement. D'ailleurs, nous avons mis en place un laboratoire qui nous permet de tester les produits et valider leurs performances énergétiques avant la mise sur le marché », avance **Nathalie Vaxelaire**, présidente directrice générale de Société Trane basée à Golbey (41 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 520 salariés). La transition énergétique et climatique est au cœur des priorités du groupe qui a lancé le Gigatonne Challenge : « Notre objectif est de réduire l'empreinte carbone de nos clients d'un gigatonne de CO₂ à l'horizon 2030, soit 2 % des émissions annuelles mondiales ou les émissions annuelles de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni réunis. Nous nous donnons les moyens de réussir », précise la dirigeante. Autre projet qui a reçu des distinctions : le programme Derby College, inscrit dans l'évolution du secteur public britannique, qui a été honoré d'un prix du choix public au Forum Epha 2022. « Notre autre ambition est de nous tourner vers des énergies gratuites et accessibles naturellement comme l'air, la terre ou encore l'eau pour baisser la consommation énergétique. Ce sont des défis technologiques que nous maîtrisons parfaitement », se félicite Nathalie Vaxelaire.

D.S.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Non, le monde de l'industrie, ce n'est plus Germinal

Plombiers, chauffagistes, caristes... L'industrie manque d'hommes et de femmes. Est-ce un problème d'image ou de conditions de travail ?

Par Diane Starck

Travailler dans l'industrie, cela ne séduit pas. On peut se demander si le monde industriel est une punition encore aujourd'hui pour les mauvais élèves ? Telle est l'idée qui doit encore perdurer auprès du grand public. En 2019, alors qu'elle était secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, Agnès Pannier-Runacher, désormais ministre de la Transition énergétique, s'était exprimée au micro de France bleu « *On imagine que l'industrie, c'est Germinal, donc effectivement ça ne fait pas rêver. Alors que jamais l'industrie n'a été aussi moderne, en particulier en France. Comme on a un modèle social qui est assez généreux, il faut qu'on soit encore plus fort que les autres, pour exporter et pour être compétitifs, et du coup, nos industries sont particulièrement efficaces et particulièrement modernes.* »

L'industrie reflète une image négativement due probablement à la no-

tion de pénibilité du travail. Mais en France, les salariés sont protégés. Les seuils d'exposition à des facteurs de pénibilité au travail sont clairement définis par le Code du travail en France. La loi 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a complété le Code du travail (article L. 4121-1), pour y introduire une obligation de prévention de la pénibilité au travail dans le cadre de l'obligation générale de sécurité qui incombe à l'employeur. Une obligation qui a demandé aux entreprises industrielles de revoir leurs conditions de travail. Elles ont travaillé à apporter des solutions pour réduire la pénibilité grâce à des technologies adaptées.

Des labels protégeant le salarié

« *L'amélioration des conditions de travail des salariés est une des préoccupations dans l'industrie et fait partie*

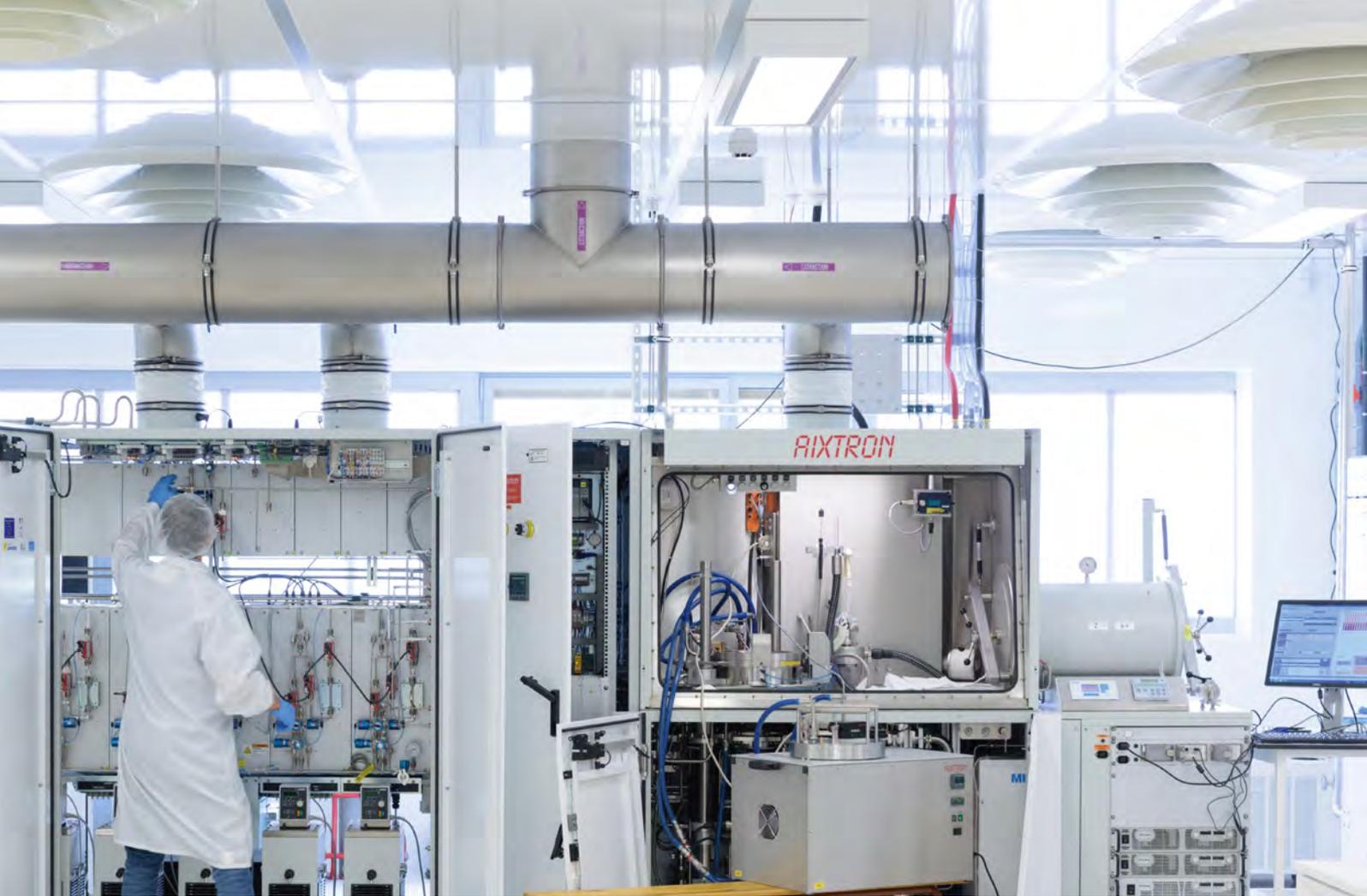
des thématiques RSE. La responsabilité sociétale des entreprises prend en effet en considération les conditions de travail comme facteur impactant fortement la contribution des entreprises », avance Jean-Noël Mathieu, directeur général de De Buyer au Val-d'Ajol qui vient d'être labellisée entreprise engagée RSE. La qualité de vie et le bien-être au travail permettent effectivement de décupler la motivation des salariés et de réduire le taux d'absentéisme, ce qui entraîne nécessairement une amélioration globale des performances. L'industrie en a conscience.

Le constat est sans appel : les entreprises industrielles ont joué le jeu en apportant notamment des solutions techniques pour créer un environnement de travail plus adapté, au travers de réaménagements des locaux ou encore de remplacements d'équipements. Mais est-ce suffisant ?

© Institut Lafayette



La qualité de vie et le bien-être au travail permettent effectivement de décupler la motivation des salariés et de réduire le taux d'absentéisme.



MAURICE GRUNWALD,

président du fonds de dotation Mercy

« Il y a une locomotive, c'est l'industrie ! »

HorsSérie La Semaine : Comment voyez-vous l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie ?

Maurice Grunwald : C'est probablement dans ce domaine que la sensibilisation et l'intérêt des employeurs sur ces obligations sont les plus forts. Pourquoi ? Car c'est dans l'industrie qu'historiquement, il y a eu le plus d'accidents et d'altérations

à la santé. Des événements dont la responsabilité retombait sur les entreprises. Aujourd'hui, il y a moins d'accidents dans ce secteur que dans d'autres. Les organisations syndicales ont poussé à une prise de conscience plus humaine du respect des salariés et de la valeur de l'homme et de la femme au travail. Les responsables sont désormais persuadés que renforcer la sécurité participe à la compétitivité de l'activité développée par l'entreprise. La dimension de bien-être est apparue et permet un engagement plus fort des salariés en termes de cohésion d'équipe. J'ai le sentiment que dans les grandes et moyennes entreprises, cet aspect est mieux pris en compte que dans les plus petites (de moins d'une dizaine de salariés) car les employeurs sont occupés par la charge de travail et inconsciemment vont moins prêter attention aux risques du métier. Il y a une locomotive, c'est l'industrie. Elle pousse à l'innovation en matière de sécurité et de santé pour ses salariés et entraîne les autres secteurs d'activité comme celui du BTP qui participe aussi à cet effort.

Comment aller encore plus loin ?

C'est le sens de la loi du 2 août 2021 qui modifie le fonctionnement et les missions de service au travail. Les législations européenne et française chargent les employeurs d'assurer un accompagnement mettant l'accent sur la prévention et l'éva-

luation des risques avec une meilleure prise en compte de l'aspect psychosocial. L'employeur en lien avec les services de santé s'emploie à maintenir les conditions de travail afin que ses employés ne risquent pas de perdre leurs capacités à tenir leur poste.

La pandémie a-t-elle constitué un basculement en termes de prise en compte des risques psychosociaux ?

Elle y a participé mais la préoccupation existait déjà. Il y a environ une dizaine d'années, une circulaire a été mise en place demandant la prise en compte de ces nouveaux risques. Ils étaient alors moins développés qu'aujourd'hui. Désormais, on essaie d'instaurer un bien-être afin que les salariés soient satisfaits de travailler dans leur cadre et que ça rejaille positivement sur leur vie familiale et sociétale.

Les nouvelles technologies ont-elles un rôle à jouer ?

Bien sûr. Le Fonds de dotation Mercy participe justement à la mise en place d'une chaire de niveau doctorat avec certaines composantes de l'Université de Lorraine qui assurera la recherche en matière d'identification des nouveaux risques liés à l'évolution des méthodes de travail comme celle du télétravail.

Propos recueillis par Marine Prodhon

ILS PASSENT À L'ACTION

La force du collectif

L'atout majeur d'une entreprise, c'est bien évidemment les hommes et les femmes qui la composent. Ces industriels le savent parfaitement et ont investi du temps et des moyens pour améliorer les conditions de travail internes ou développer une réelle démarche RSE. Exemples à suivre.



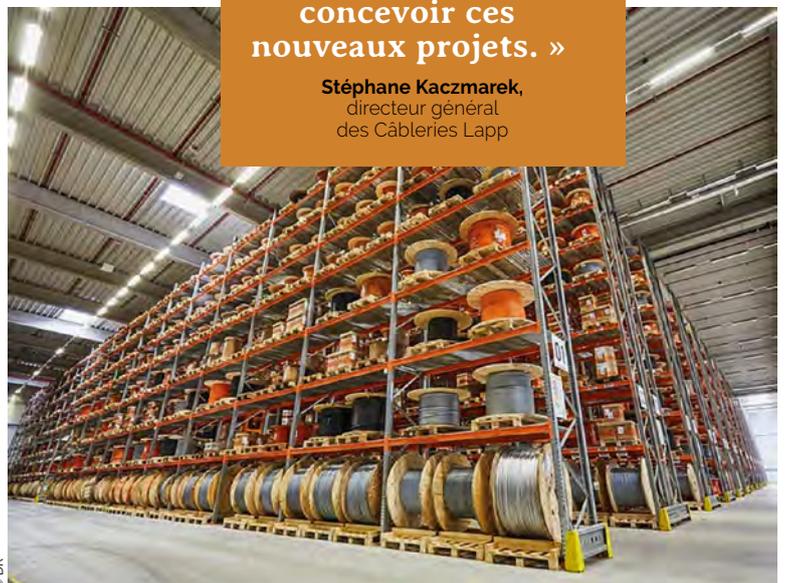
FORBACH LES CÂBLERIES LAPP ONT RÉORGANISÉ LEURS LIGNES DE PRODUCTION

« **N**ous avons déjà investi 1,2 million pour aménager toutes nos lignes de production. Nous avons gagné du temps sur les process et améliorer la qualité de travail de nos conducteurs », confirme Stéphane Kaczmarek, directeur général des **Câbleries Lapp**, fabricant de câbles industriels à Forbach. Parmi les projets, deux lignes de production d'une longueur de 35 et 40 mètres ont été totalement modifiées : « Ces lignes droites ne facilitaient pas les déplacements des conducteurs qui devaient d'un bout à l'autre parcourir une distance trop grande. Nous avons donc réfléchi à gagner en efficacité en réduisant les temps de parcours », note le dirigeant. Pour ceci, les deux unités ont été réaménagées en U. Quel est le constat deux ans après sa mise en place ? « Les salariés ont observé une véritable différence et se sentent plus en adéquation avec leur outil de travail. Le pari est gagné », confirme Stéphane Kaczmarek. Et le temps, c'est de l'argent. « Nos cadences sont plus rapides pour répondre aux attentes de nos clients. » Pour ceci, l'entreprise a pu bénéficier du Fonds de Dotation Mercy. Celui-ci finance de manière variable des études et des projets innovants pour améliorer la santé et la sécurité au travail, et des projets d'intérêt général pour améliorer les conditions de travail des salariés.



« Nous avons mis, avec mes équipes, cinq ans pour concevoir ces nouveaux projets. »

Stéphane Kaczmarek,
directeur général
des Câbleries Lapp



D.S. © DR



VAL-D'AJOL LE LABEL RSE COMME RECONNAISSANCE POUR DE BRUYER

« Être labellisé entreprise Engagée RSE, c'est adresser un signal fort : celui d'une organisation qui assume les impacts de ses décisions et s'engage pour un développement durable de ses activités » avance

Jean-Noël Mathieu, 49 ans, directeur général de **De Buyer industries** (50 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 220 salariés), fabricant d'articles culinaires, basée au Val-d'Ajol. En 2022, l'entreprise a été reconnue comme un « exemple » par l'Afnor en matière de développement durable. Une démarche sur les bonnes pratiques entamées avec les ouvriers et les managers depuis

près de vingt ans. « Nous recyclons tout pour atteindre le zéro déchet même l'eau utilisée en production », note le dirigeant.

Société implantée au fond de la vallée vosgienne, les abeilles font office de bioindicateurs. « Nous avons installé des ruches qui nous permettent de contrôler la qualité de l'air sur notre site. Pour citer un autre exemple, notre usine est équipée de Led qui sont plus écologiques que les autres types d'ampoules. Nous protégeons notre environnement mais aussi nos dépenses globales. » Le label permet aussi de valoriser une image éco-responsable auprès des utilisateurs. Une notoriété sur laquelle de nombreux chefs culinaires mais aussi des influenceurs surfent. « Les chefs cuisiniers français Thierry Marx et Philippe Etchebest sont des fidèles de

notre marque. Ils sont venus dans l'entreprise pour découvrir le savoir-faire de nos salariés », observe Jean-Noël Mathieu. D'ailleurs, le responsable vient d'installer une boîte à idées afin « qu'en interne, on puisse continuer à s'améliorer. Être un modèle d'excellence, c'est un challenge de tous les jours ». Les critères d'entrée sont exigeants pour être labellisé RSE et le titre n'est attribué que pour trois ans.

« Les chefs cuisiniers français Thierry Marx et Philippe Etchebest sont sensibles à notre démarche RSE. »

Jean-Noël Mathieu,
directeur général
de De Buyer industries

D.S.

SAINT-JULIEN- LÈS-METZ CHEZ PLCD, DES EXOSQUELETES POUR SOULAGER LES SALARIÉS

« Conçus pour assister l'individu dans des tâches spécifiques en général fatigantes ou traumatisantes pour l'organisme, les exosquelettes ne remplacent pas l'opérateur mais ils l'accompagnent », avance Adrien Gorse, dirigeant de la société **PLCD** (Pessage Lorrain Continu et Discontinu) implantée à Saint-Julien-lès-Metz. L'idée lui est apparue en regardant un film dédié au super-héros Iron Man : « Je cherchais une solution efficace pour alléger le poids des charges lourdes des salariés. J'ai eu un déclic. » Il aura fallu trois ans de recherche en collaboration avec la médecine du travail et un ergonome pour trouver une solution afin de soulager les opérateurs : deux exosquelettes dits actifs ont fait

leur entrée dans la société. L'objectif ? Faciliter le travail grâce à une collaboration entre l'homme et la machine. Sur les postes opérationnels, cette collaboration permet de réduire la charge physique et de prévenir l'apparition des TMS - Troubles musculosquelettiques. Les exosquelettes sont des structures externes artificielles (des sortes de robots), portables et actives (motorisées). En milieu industriel, ils assurent plusieurs fonctions : le support d'une posture statique et le déplacement avec la tenue d'une charge. Un investissement nécessaire selon le responsable : « La santé et le bien-être des salariés influent directement sur la productivité et les résultats dans les entreprises. Les produits ergonomiques contribuent à la qualité de vie au travail, minimisent les douleurs au quotidien. »

D.S.

« Je cherchais une solution efficace pour alléger le poids des charges lourdes des salariés. J'ai eu un déclic. »

Adrien Gorse,
dirigeant de PLCD







LES ACTEURS DE L'INDUSTRIE EN LORRAINE

Une industrie en pleine transformation

L'industrie pèse en Lorraine, c'est peu de le dire. Ce sont plus de 3 500 entreprises, 83 000 emplois. Mais c'est aussi un écosystème plus large, mobilisé pour faire tourner la filière. Formateurs, financeurs, sous-traitants, partenaires, industriels eux-mêmes ont souhaité témoigner dans ce *Hors-Série* pour souligner la force de l'industrie dans notre territoire.

© Julien Creps

STELLANTIS E-TRANSMISSIONS

Punch Powertrain
PSA e-Transmissions Assembly

« Un concept révolutionnaire pour une transition intelligente »

L'usine historique de boîtes de vitesses de Metz produit une nouvelle boîte de vitesses électrifiée, l'**e-DCT**. Ce concept ambitieux veut s'imposer comme une solution de mobilité durable, tout en proposant un excellent rapport qualité-prix aux automobilistes.

Fleuron de l'industrie automobile, l'usine de boîtes de vitesses Stellantis de Metz est le premier employeur privé de l'agglomération. L'activité de Stellantis⁴ a débuté en 1969. Aujourd'hui, le site se modernise en accueillant une nouvelle unité de production, **e-Transmissions**. La joint-venture nommée Punch Powertrain PSA e-transmissions Assembly a été créée en 2020 par l'équipementier Punch Powertrain et le groupe automobile Stellantis pour produire l'e-DCT, un concept de boîte de vitesses révolutionnaire. Les deux partenaires ont engagé d'importants investissements pour la production de cette nouvelle génération de boîtes de vitesses électrifiées à double embrayage.

Le site historique poursuit la production de boîtes de vitesses mécaniques afin d'assurer en douceur la transition vers une mobilité plus durable grâce au lancement de l'e-DCT prévu début 2023. Cette transmission électrifiée équipera les véhicules hybrides et hybrides rechargeables de toutes les marques de Stellantis, quatrième constructeur automobile

mondial. Elle permettra de répondre aux objectifs européens de réduction de la consommation et des émissions de CO₂.

Une transmission performante et économique

Sur le plan mécanique, la boîte de vitesses e-DCT est similaire à la DCT (Dual Clutch Transmission) mais elle est associée à un moteur électrique. Cela lui permet des changements de rapports fluides, sans interruption de la transmission de couple. Cette solution répond efficacement aux besoins actuels de réduction de consommation et donc des émissions de CO₂. Déclinée en deux modèles, elle équipe aussi bien des motorisations 100 % hybride (mild-hybrid, MHEV), qu'hybrides rechargeables (PHEV). Dès 2023, l'e-DCT mild-hybrid 48V équipera les moteurs trois cylindres 1.2 PureTech des véhicules hybrides de Stellantis. La version 320V sera associée aux véhicules rechargeables de la marque équipés du moteur EP 1.6 PureTech. « Notre technologie de transmission électrifiée va soutenir le moteur thermique lors des pas-

sages de vitesses, ce qui permet une économie de carburant, et donc de CO₂, explique **David Kennel**, COO d'e-Transmissions. L'e-DCT apporte plus de puissance lors d'une accélération franche, pour un dépassement par exemple. Elle permet aussi un recours au 100 % électrique lors de la traversée de zones à faible émission. »

Une transition en douceur

Les voitures 100 % électrique ne sont pas encore accessibles à tous, en raison de leur prix d'achat ou de leur capacité de recharge limitée. « La motorisation hybride est une solution de transition intelligente, analyse **Michel Becker**, CEO d'e-Transmissions. Elle répond à la mutation des modes de transport dans un contexte de crise environnementale et énergétique. La production d'électricité n'est pas toujours vertueuse, les infrastructures ne

© Julien Creps





« La boîte de vitesses e-DCT apporte plus de puissance en accélération franche et permet un recours au 100 % électrique lors de la traversée de zones à faible émission. »

David Kennel, COO d'e-Transmissions.

sont pas encore adaptées pour accueillir un grand nombre de véhicules électriques. Le recours à la motorisation hybride est une solution qui présente de nombreux avantages, tant en termes de coût pour l'utilisateur que de réduction des émissions de CO₂. C'est une solution de transition qui laisse le temps de s'adapter », pour les constructeurs comme pour les pouvoirs publics. La fabrication de l'e-DCT a nécessité de profondes transformations du site de production Stellantis de Metz.

« Nous réinstallons tout. C'est une page blanche où l'on a tout réécrit », résume David Kennel. La production commencera début 2023 avec l'objectif d'atteindre, dès 2024, 600 000 transmissions par an. En termes de recrutement, c'est le personnel Stellantis qui est formé en priorité pour fabriquer la e-DCT. « Aujourd'hui, environ 150 employés de Stellantis ont rejoint e-Transmissions. Ils seront environ 500 en 2024. Nous recrutons en priorité des collaborateurs de nos sites lorrains, sans s'interdire de renforcer

nos compétences avec des talents externes. Soyez les bienvenus ! », conclut David Kennel.

(1) Stellantis est né en 2021 du rapprochement de Groupe PSA, FCA, Fiat Chrysler automobiles

**En savoir plus sur
Stellantis**
stellantis.com

Nidec PSA EMOTORS

« 1,4 million
de **moteurs
électriques**
dès 2024 »

Une industrie de pointe vient de s'implanter à Trémery, pôle mosellan de Stellantis déjà connu pour être le plus important site de production de moteurs diesel au monde. **EMOTORS** produit des moteurs électriques de la toute nouvelle génération destinés aux véhicules hybrides, mild-hybrides et 100 % électriques de Stellantis, mais aussi d'autres marques automobiles.

Photos : © Julien Creps



Le pôle industriel Trémery-Metz du constructeur automobile Stellantis⁴ est en pleine mutation. Les deux sites ont été transformés pour entamer la production de groupes motopropulseurs destinés aux véhicules mild-hybrid, hybrides rechargeables et 100 % électrique, en faveur d'une mobilité durable. Trémery, leader mondial de la production de moteurs diesel, se lance dans les moteurs électriques. Le site héberge désormais **Nidec PSA EMOTORS**, coentreprise née en 2018 de l'association du Groupe PSA avec Nidec Leroy Somer, leader mondial de la fabri-

cation de machines électriques. La production de moteurs thermiques se poursuit néanmoins, mais va se réduire progressivement, en cohérence avec les objectifs européens de réduction des émissions de CO₂.

La raison d'être de la nouvelle usine de pointe EMOTORS est de fournir les marques de Stellantis en moteurs électriques, et aussi de répondre aux besoins d'autres constructeurs automobiles. La coentreprise a une capacité de production prévue de plus d'un million de moteurs par an à partir de 2024.

Le savoir-faire est déjà sur place, puis-

« La mise en place des fils du moteur dans le stator est un vrai saut technologique. Nous sommes l'un des premiers constructeurs à opérer de cette façon »

Éric Demange, directeur de l'usine EMOTORS



qu'une partie des équipes de Stellantis Trémery est passée sur les nouvelles lignes de production d'EMOTORS. « Stellantis a compacté ses équipements de production de moteurs thermiques », explique **Éric Demange**, directeur de l'usine EMOTORS, qui a lui-même effectué toute sa carrière chez Stellantis. « Nous avons ainsi récupéré un bâtiment de 30 000 m² où sont installés les nouveaux équipements qui nous permettront, à l'horizon 2024, de produire 1,4 million de moteurs électriques par an. » Des formations ont permis aux équipes de s'adapter.

Des compétences déjà sur place

« C'est une vraie chance pour EMOTORS puisque nous bénéficions de l'excellence des collaborateurs de Stellantis en termes d'expérience et de compétences, même si l'usinage des moteurs électriques est différent de celui des moteurs thermiques. » La plus grande partie des formations a porté sur l'automatisation des équipements et les nouveaux modèles

de robots qui équiperont les lignes de production d'EMOTORS. « Le moteur électrique est principalement composé de fils, avec la particularité d'être en forme d'épingle. Leur mise en place dans le stator est un vrai saut technologique car nous sommes l'un des premiers constructeurs à opérer de cette façon », ajoute Éric Demange.

Aujourd'hui, 135 collaborateurs travaillent sur le site EMOTORS de Trémery, et plus de 250 au siège social de l'entreprise en région parisienne, qui abrite aussi un département recherche et développement. L'objectif est d'atteindre un peu plus de 500 collaborateurs d'ici 2024 à Trémery, dont la majorité sera issue de Stellantis. « Je remarque un réel engouement et un engagement des équipes dans ce nouveau projet, que les collaborateurs portent avec succès », se réjouit Éric Demange.

(1) Stellantis est né en 2021 du rapprochement de Groupe PSA, FCA, Fiat Chrysler automobiles

La production de l'entreprise

EMOTORS fabrique des moteurs BEV, 100 % électrique, et des PHEV (Plug-in Hybrid Electric Vehicle) qui interviennent dans la motorisation hybride. Ces modèles, M2, M3, M4, affichent une puissance de 92 à 210 kW, l'équivalent de 225 à 290 chevaux. La production a démarré en septembre 2022 avec le M3 qui équipera principalement la nouvelle DS 3 E-Tense. Le M4, plus puissant avec 210 kW, équipera des véhicules comme le 3008. D'ici à la fin 2022, 5 à 7 000 moteurs seront sortis des nouvelles lignes d'EMOTORS à Trémery. Et dès 2024, la production de moteurs électriques devrait représenter 50 % de la production du site.

En savoir plus sur EMOTORS
emotors.com



Gris Group

« Il faut redorer l'image de l'industrie pour recruter »

Entreprise familiale créée en 1984, **Gris Group** est spécialisé dans la fabrication de composants mécaniques, rondelles techniques et pièces techniques. Fournisseur des grands donneurs d'ordres du monde automobile, la société lorraine basée à Lesménils fournit également l'industrie en général et en particulier les secteurs ferroviaires, du bâtiment, du matériel électrique, du machinisme agricole et de la distribution.

Créée il y a presque quarante ans par Francis Gris, l'entreprise familiale s'est profondément développée. Aujourd'hui composée d'un site français, **Gris Découpage**, situé à Lesménils près de Pont-à-Mousson en Meurthe-et-Moselle, et, depuis 2012, d'un site allemand, **Gris Umformtechnik GmbH**, basé à Herscheid, l'entreprise est dirigée par la fille du fondateur, **Céline Gris**. Une entreprise qui continue ainsi de veiller de manière constante au maintien de la performance de son outil

de production et ce, malgré les différentes crises qui ont affecté l'industrie ces dernières années. « Effectivement, depuis un temps certain, Gris Group souffre dans plusieurs domaines, explique **Margaux Perretta**, chargée de communication du groupe. Principalement, nous manquons de personnel, mais nous sommes aussi confrontés à la hausse des coûts des matières premières et dernièrement à la crise de l'énergie. Ce sont autant d'enjeux auxquels nous faisons face. » Concernant le manque de person-

nel, Gris Group, aujourd'hui composé de 230 salariés au total sur ses sites français et allemand, doit composer avec une image écornée de l'industrie d'aujourd'hui, dont la réputation des métiers est souvent injustifiée. « Nous avons des difficultés à trouver des candidats, confirme Margaux Perretta. Principalement dans les métiers de conducteurs de ligne dont le frein est peut-être que ce soit un métier posté ou par rapport à l'image que l'industrie renvoie auprès du public. L'UIMM Lorraine, l'Union des industries et mé-



Photos : © Jérôme Baudouin

« Travailler dans l'industrie aujourd'hui n'a plus rien à voir avec la pénibilité d'auparavant. L'industrie n'est plus la même qu'il y a trente ans. »

Jérôme Simonin (à gauche), conducteur ouvrier presse transfert et Simon-Pierre Lexa, ingénieur projets industriels.

« tiers de la métallurgie, milite dans ce sens, avec nous, pour rajeunir l'image de l'industrie. »

C'est notamment en raison de cette fausse idée que le public a de l'industrie que Gris Group participe cette année à la première édition du **Show Industrie**, au parc des expositions de Metz, les 25 et 26 novembre. « Nous avons la volonté d'y exposer notre activité, d'expliquer ce que nous faisons et surtout de prouver que travailler dans l'industrie aujourd'hui n'a plus rien à voir avec la pénibilité d'auparavant. L'industrie n'est plus la même qu'il y a trente ans. C'est ce que nous avons à cœur de montrer lors de ce Salon qui rassemblera de grands noms de l'industrie lorraine. »

Mais ce n'est pas tout. Gris Group est attentif également à la responsabilité sociétale : « La RSE est une démarche à laquelle nous tenons beaucoup car elle place les collaborateurs et l'environnement au cœur de nos straté-

gies. C'est un aspect important qui peut attirer les candidats et pallier le manque de personnel : la qualité de vie et le bien-être au travail mais aussi la baisse de notre empreinte carbone sont des sujets sur lesquels les candidats et les collaborateurs sont attentifs, encore plus depuis ces deux dernières années. »

En savoir plus sur Gris Group

Gris Découpage :

Zone d'Activité de la Louvière
Lesménils (54)
33 (0)3 83 80 80 00

Gris Umformtechnik GmbH :

Reidemeisterstrasse 9
Herscheid (D)
49 (0)2357 609-0
gris-group.com

**Audi, General Motors,
BMW, PSA...**

Ils font confiance à leur savoir-faire

Gris Group, qui perpétue depuis plus de 38 ans un savoir-faire dans le domaine du découpage, de la rectification et de l'usinage pour la fabrication de rondelles techniques de fixation, de composants mécaniques et de pièces techniques découpées en moyennes et grandes séries sur des presses à haute productivité, possède la plupart des constructeurs automobiles dans sa clientèle : Renault, Volkswagen, Audi, General Motors, BMW, PSA, Nissan, Volvo ou encore Daimler grâce à sa filiale allemande. Les entreprises ZF et Punch Powertrain, spécialistes des boîtes de vitesses, mais également JTeht, leader mondial dans la conception et la fabrication de composants pour l'industrie automobile, de roulements et de machines-outils, sont également des clients. Et ce ne sont pas les dernières crises énergétiques qui feront trembler l'entreprise, forte d'un chiffre d'affaires de 47 millions d'euros, le plus important depuis sa création en 1984.

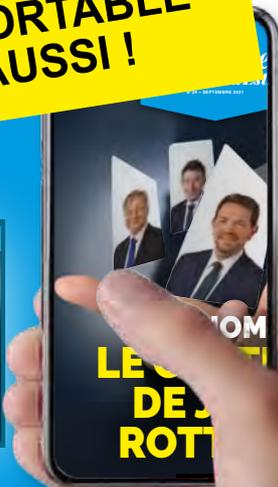
Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux   @LeMensuelGE

7,50€
LE MAGAZINE

ABONNEMENT
60€
10 NUMÉROS
PAR AN

Le Mensuel éco Grand Est

SUR TABLETTE
& PORTABLE
AUSSI !



ABONNEMENT EN LIGNE WWW.LASEMAINE.FR

PAR COURRIER

Coupon à découper et envoyer à :
Journal La Semaine - Service abonnement
5 avenue de Blida - 57000 Metz

UNE PUBLICATION DU

 GROUPE
La Semaine

Je souhaite m'abonner au **Mensuel** au prix de 60 euros par an (10 numéros).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone E-mail

Règlement : Chèque Espèce RIB

J'ai besoin d'une facture au nom de

Pour tous renseignements, contactez notre chargée des abonnements et des ventes :
Patricia Huther - p.huther@lasemaine.fr - 03 87 17 22 72 - Journal La Semaine - 5 avenue de Blida - 57000 Metz

ABONNEZ-VOUS

Jérôme Le Saint, directeur de la centrale nucléaire de Cattenom.

« L'industrie est porteuse d'avenir »

Acteur majeur de la transition énergétique, **EDF** participe à la relance économique et sociale du pays tout en préparant l'avenir du Groupe. Plusieurs dizaines de milliers d'emplois sont espérées dans les prochaines années. Entretien avec **Jérôme Le Saint**, directeur de la centrale nucléaire de **Cattenom**.

L'industrie traîne souvent avec elle le fardeau d'une image écornée.

Comment peut-on inverser la tendance ?

Jérôme Le Saint : Nous nous efforçons de montrer tout l'intérêt des métiers de l'industrie, notamment auprès des jeunes, car malheureusement ces métiers de l'industrie et les filières scientifiques n'attirent plus, nous manquons de compétences dans le Grand Est, des emplois sont non pourvus alors que nos besoins en compétences iront croissant pour les années à venir, et ce, pour l'ensemble des acteurs de la filière nucléaire. L'industrie est porteuse d'avenir. Elle ouvre plus d'usines qu'elle n'en ferme. Elle recrée des emplois, forme, paie mieux que beaucoup d'autres secteurs. L'Université des Métiers du Nucléaire a d'ailleurs été créée le 27 avril 2021 pour renforcer l'attractivité des métiers et mettre en visibilité les formations dans le nucléaire du CAP au doctorat.

En quoi rejoindre l'industrie nucléaire a-t-il du sens ?

Rejoindre l'industrie nucléaire, c'est rejoindre une filière d'excellence, contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique, mais aussi accéder à une entreprise à la pointe de l'innovation et construire une carrière avec des perspectives stimulantes. En 2022, par exemple, 15 500 salariés intégreront le groupe EDF en France. Chaque salarié est accompagné dans son poste pour développer ses compétences, concilier développement personnel et performance.

Quels sont les plans d'EDF pour accroître les emplois dans les années à venir ?

La prolongation du parc nucléaire existant et la construction de nouveaux réacteurs en France vont mobiliser plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans les prochaines



© DR

« En 2022, 15 500 salariés
intégreront le groupe EDF en France.

Jérôme Le Saint, directeur de la centrale nucléaire de Cattenom

années. Pour préparer l'avenir, EDF et ses entreprises partenaires implantées sur le territoire recherchent 400 nouveaux collaborateurs par an sur les dix prochaines années. À la centrale de Cattenom, quatrième site industriel de Moselle, ce sont plus de 80 emplois prévus en 2022 et la même dynamique de recrutement est prévue sur les prochaines années, en vue de poursuivre l'exploitation du site au-delà de 40 ans.

Toutes les offres d'emploi sur
edf.fr/edf-recrute

Cattenom en chiffres

4 unités de production

1 300 MW par unité

1 400 salariés EDF

795 salariés sous-traitants

70 % de la production d'électricité du
Grand Est

GEORGIA TECH - EUROPE & INSTITUT LAFAYETTE

Abdallah Ougazzaden,

président de Georgia Tech-Europe

« Il est essentiel
de **tisser des liens**
locaux avec
les industriels »

En s'impliquant dans la première édition de Show Industrie, **Georgia Tech-Europe** et **l'Institut Lafayette** sont pleinement dans leur rôle. Celui de créer un écosystème avec les industriels locaux. Explications.

On ne présente plus Georgia Tech et l'Institut Lafayette. D'un côté, le campus international qui s'est implanté à Metz au début des années quatre-vingt-dix sous la bannière Georgia Tech Lorraine, vient de muer le 26 octobre dernier en **Georgia Tech-Europe**. Au-delà du changement de dénomination, il s'agit d'une « *évolution naturelle et appropriée* », selon **Steve W. Mc Laughlin**, vice-président exécutif des affaires académiques de Georgia Tech. « *Il reflète la croissance passionnante de notre présence en Europe et s'aligne sur nos objectifs stratégiques de champion de l'innovation, de connexion mondiale et d'élargissement de l'accès universitaire.* » De l'autre côté, **l'Institut Lafayette**, plateforme d'innovation technologique, au service de la recherche et de l'industrie. Un modèle qui associe de manière unique les collectivités territoriales, à savoir la Région Grand Est, le Département de la Moselle, l'Eurométropole de Metz, Georgia Institute of Technology (GIT) et Georgia Tech-Europe qui en sont les opérateurs.

Vous l'aurez compris, l'un ne va pas sans l'autre. « *Nous cherchons avant tout à créer de l'impact* », souligne **Abdallah Ougazzaden** (notre photo), président de Georgia Tech-Eu-



© Olivier Toussaint

rope. « *L'innovation est à la base de notre stratégie : Georgia Tech-Europe découvre et développe les applications quand l'Institut Lafayette assure sa mise en œuvre. C'est dans ce cadre que l'on doit tisser des liens avec des industriels.* »

A la rencontre des industriels lorrains

L'événement **Show Industrie** qui se déroule à Metz est donc l'occasion de rencontrer l'ensemble des industriels locaux qui ont un rôle à jouer aux niveaux national et international. « *Notre*

objectif est de les approcher pour leur montrer la pertinence de notre stratégie. GT-Europe forme les talents de l'industrie de demain et l'Institut Lafayette est l'espace de maturation de la technologie initiée par GT-Europe. Tout est lié », poursuit Abdallah Ougazzaden. « *De façon globale, le re-brand⁴ de Georgia Tech permettra de plus grands partenariats avec les institutions européennes et des possibilités d'implication accrues des étudiants dans l'industrie européenne. Les possibilités sont grandes* », souligne Steven W. Mc Laughlin.





© Institut Lafayette

« Georgia Tech-Europe forme les talents de l'industrie de demain et l'Institut Lafayette (ci-dessus) est l'espace de maturation de la technologie initiée par GTE. Tout est lié. »

Abdallah Ougazzaden, président de Georgia Tech-Europe

Des exemples d'innovation, ce n'est pas ce qui manque au sein du tandem Georgia Tech-Europe et l'Institut Lafayette. Les derniers en date : « ReInvent the toilet+ », doté d'un budget de 3,2 millions de dollars offert par la Bill & Melinda Gates Foundation. Le but, inviter les sciences et les technologies à créer des toilettes pour les régions les plus pauvres du globe. Ou comment créer des sanitaires, fonctionnant sans eau, sans électricité et sans égouts, permettant le cas échéant de récupérer l'eau, le sel, et d'autres nutriments à partir des déchets. Une innovation qui concerne l'humanité toute entière.

Un autre exemple, pour les personnes souffrant de perte auditive, de bonnes nouvelles peuvent se profiler à l'horizon grâce à une technologie optique de pointe développée aux la-

boratoire IRL GT/CNRS à GT-Europe et l'Institut Lafayette. L'Agence nationale de la recherche (ANR) vient de financer cette année un projet dans le nouveau domaine de l'optogénétique coordonné par IRL GT/CNRS en partenariat avec l'Institut Pasteur et le Centre de Nanotechnologie du CNRS à Palaiseau. Il s'agit de développer la technologie d'une nouvelle classe d'implants cochléaires qui pourraient être capables de restaurer l'audition des patients.

C'est aussi cela Georgia Tech-Europe et l'Institut Lafayette. Un moteur mondial d'innovations et d'opportunités qui représente plus de vingt-cinq partenariats fructueux avec les meilleures écoles, centres de recherche et pôles industriels en Europe et dans le monde entier.

(1) Repositionnement d'une marque.

En chiffres

Georgia Tech-Europe

11 000 étudiants ont passé un semestre à Metz depuis 1990

250 professeurs sont passés par GT-Europe

25 partenaires académiques

L'Institut Lafayette

2 250 m² de surface utile, dont **1 100 m²** dédiés aux laboratoires et salle blanche

Trois objectifs : une réponse aux besoins de l'industrie en transformation au travers d'une innovation collaborative ; la mutualisation des ressources (industrie, recherche publique) ; la création d'un écosystème à travers des partenariats en réseaux pour la création de nouvelles chaînes de valeur.

IDMC

INSTITUT DES SCIENCES DU DIGITAL,
MANAGEMENT & COGNITION

« Nous sommes au service de **la transformation digitale** des entreprises du territoire »

Le secteur de l'industrie est de plus en plus numérique dans ses processus de production mais aussi de conception et de gestion. La performance des entreprises et leur compétitivité dépendent ainsi de la compétence de leurs personnels dans ces domaines. L'**IDMC** est là pour leur apporter des formations concrètes de pointe pour relever leurs défis. Exemples avec trois étudiants, actuellement en master en alternance.

Parce que l'innovation est au cœur des formations et de la recherche de l'Institut des Sciences du Digital, Management & Cognition, l'**IDMC** joue un rôle stratégique dans l'économie du territoire. Attaché à répondre aux perpétuelles mutations numériques qui marquent l'économie, il forme des étudiants recherchés par les entreprises pour leurs compétences techniques. Mais aussi pour leurs capacités d'adaptation, de flexibilité et d'autonomie qui les rendent capables de comprendre rapidement les enjeux de l'entreprise.

Un ancrage régional

Cette caractéristique est aujourd'hui la signature des formations dispensées par l'**IDMC**. Elle est liée, d'une part, au fonctionnement pluridisciplinaire de l'institut et, de l'autre, à la proximité que l'établissement cultive depuis toujours avec le monde de l'entreprise. « À l'**IDMC**, la formation est en lien direct avec les besoins réels des entreprises. Cette proximité se lit dans l'organisation même de notre établissement dont le Conseil d'établissement est composé à 40 % de membres issus du milieu socio-économique régional et 30 % des per-

sonnes qui interviennent auprès de nos étudiants *son des professionnels* », précise **Antoine Tabbone**, son directeur.

En savoir plus sur l'**IDMC**

Pôle Herbert Simon
13 rue Michel-Ney à Nancy
03 72 74 16 40
idmc.univ-lorraine.fr

Paul Debano

Master en sciences cognitives, en alternance chez Thalès

Après une licence MIASHS (Mathématiques et Informatique Appliquées aux Sciences Humaines et Sociales) à l'IDMC**, Paul Debano suit un cursus de Master en Sciences cognitives.** Il est actuellement en 2^e année en alternance. Il travaille en tant que UX-designer au sein de Thalès qui propose solutions et services à l'aéronautique, à l'Armée, dans les domaines liés à la cybersécurité... Son activité consiste à prototyper et concevoir des solutions pour répondre aux besoins des clients. Il apprécie la formation suivie en



parallèle à l'**IDMC** : « *Même si le master avec son aspect pluridisciplinaire m'apporte des connaissances et compétences qui ne me servent pas forcément dans l'immédiat, le projet d'ergonomie qui est mené dans le cadre de la formation a une application directe avec ce que je fais dans l'entreprise, avec les apports dans le domaine du déroulement des applications mobile ou web, du prototypage, du développement du langage de programmation.* »

« L'IDMC propose des formations pluridisciplinaires et innovantes recherchées par les entreprises. »

Antoine Tabbone, directeur de l'IDMC



© DR

Youssef Zarrad
Master Miage,
en alternance
chez Thyssenkrupp
Presta France

Après un bac option Sciences physiques et un DUT en statistiques et informatique décisionnelle dans une École supérieure de technologie à Fès au Maroc, Youssef Zarrad intègre la formation Miage de l'IDMC en 2^e année de licence. Une fois en L3, il étoffe ses compétences en matière d'administration de bases de données mais aussi dans la conception et la modélisation des systèmes d'information et du langage de programmation avancée. À la fin de sa licence, il effectue un stage à la Société Générale à Luxembourg où il travaille plus particulièrement dans le reporting de data pour le service de sécurité.

Actuellement, il est en 2^e année de master Miage qu'il prépare en alternance au sein de l'entreprise Thyssenkrupp Presta France (notre illustration) à Florange. Après une phase d'observation des chaînes de production des colonnes de direction pour voitures, il travaille actuellement au développement d'une application de débogage à l'usage du personnel, s'attachant à y ajouter de nouvelles fonctionnalités. Par ailleurs, il réceptionne et traite les appels de clients confrontés à des difficultés de fonctionnement de l'application.



© DR

Paul Alexandre Fourriere
Master TAL,
en alternance
à la Banque Postale
à Nancy

Paul Alexandre Fourriere, après un DUT informatique, entame en alternance en master TAL.

Il est actuellement en 2^e année de master TAL qu'il prépare en alternance. Il travaille à la Banque Postale à Nancy dans le domaine de la cybersécurité, utilisant les apports de l'intelligence artificielle pour détecter des problèmes de données. Il recueille les idées émises au sein de l'entreprise, en étudie les possibilités de mise en œuvre, l'opportunité et la manière de les optimiser. Une activité qui renforce ses connaissances des algorithmes et lui donne des occasions de recherche dans ce domaine. Il mesure combien les apports de l'IDMC dans le cursus TAL sont pertinents. « C'est une formation concrète, applicable directement sur le terrain qui apporte une bonne culture informatique et ouvre sur des dimensions autres que purement techniques comme l'éthique et le droit », précise-t-il.



Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants
681.876.700 euros - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatri

Dans le Grand Est, on cultive notre jardin :

35 millions*, c'est le montant accordé aux entreprises de la région Grand Est pour financer leurs projets verts et durables.

Découvrez
l'ensemble
de nos offres
vertes en
scannant
ce QR code



**CAISSE
D'ÉPARGNE**
Grand Est Europe
Vous être utile.

* 35 millions d'euros : montant des financements de projets de rénovation énergétique, mobilité verte, énergies renouvelables accordés aux entreprises en Grand Est par la CEGEE, du 01/01/2021 au 30/06/2022.

Grand Est

« ARPEIGE capitalise les énergies pour **promouvoir** **les métiers** **de l'industrie** »

Créée à l'automne 2020 par plusieurs branches professionnelles de l'industrie, l'**Association régionale pour la promotion de l'emploi industriel dans le Grand Est, ARPEIGE**, est habilitée à percevoir la partie de la taxe d'apprentissage dédiée à la promotion des métiers. Présentation et actions !

Dispositif permettant de faire financer par les entreprises les dépenses liées à l'apprentissage et à la formation technologique et professionnelle des actifs, une partie de la taxe d'apprentissage est aussi un moyen pour assurer la promotion des métiers. « *C'est la seule taxe en France dont on peut décider de l'utilisation en l'affectant à un organisme qui est performant dans la promotion des métiers* », souligne **Agnès-Marie Lafargue**, déléguée générale de l'UIMM Lorraine.

Membre du Service public régional de l'orientation (SPRO) de la Région Grand Est, ARPEIGE a été fondée par plusieurs branches professionnelles : Polyvia antenne Grand Est, France Chimie Grand Est, les UIMM Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, Papest, Syndicat Textile de l'Est et Union des Industries Textiles de Champagne-Ardenne.

Des membres fondateurs qui ont mené, l'année dernière, des actions d'envergure grâce à l'association. « *ARPEIGE a renforcé leurs moyens dé-*

« ARPEIGE renforce les moyens dédiés à la promotion des métiers auprès des publics jeunes, demandeurs d'emploi, prescripteurs de l'orientation et grand public. Ainsi, en 2022, ARPEIGE est Grand partenaire du Show Industrie les 25 et 26 novembre à Metz »

Agnès-Marie Lafargue,
déléguée générale de l'UIMM Lorraine





Présentation d'exosquelette lors du French Fab Tour à Metz en 2021

diés à la promotion des métiers auprès des publics jeunes, demandeurs d'emploi, prescripteurs de l'orientation et grand public », poursuit Agnès-Marie Lafargue. Comment ? À commencer par le **French Fab Tour** qui s'est tenu cette année-là à Metz, le 13 septembre 2021. Sous un chapiteau de 400 m², ce village de l'industrie a déployé une dizaine de conteneurs dédiés aux entreprises et aux partenaires (branches professionnelles, prescripteurs de l'emploi et de la formation) au sein desquels étaient présentées les diverses activités de l'industrie chimique, métallurgique, plasturgique... Mais aussi des démonstrations d'exosquelettes, de réalité virtuelle ou de cobots.

320 industriels et trois branches professionnelles

Au-delà des frontières de la Moselle, d'autres opérations visant à faire connaître ARPEIGE ont sillonné le Grand Est. Par exemple, en Champagne-Ardenne, il y a eu le **Magical Industry Tour**, un bus aménagé au service des métiers industriels. Équipé d'outils hautement technologiques 5.0, il a pour vocation de



Exposition « Femmes de l'industrie » pendant le French Fab Tour 2021

véhiculer une image positive du secteur industriel et d'en présenter les métiers. En Alsace, c'est l'action intitulée **Mon métier sans cliché** qui a tenu le haut du pavé. Le principe ? Une soixantaine de jeunes collégiennes ont pu échanger avec des professionnelles de l'industrie. Un quizz a été mis en place et la gagnante a remporté son stage de découverte des métiers de troisième. Au sein de cette même opération, figurait également **L'Odysée de l'Industrie**, une demi-journée interactive et ludique, qui permet à travers des jeux digitaux et des manipulations pédagogiques de découvrir la diversité des métiers de l'industrie : conception industrielle, usinage, électrotechnique, chaudronnerie-soudage, automatisme-robotique, maintenance... Autant d'actions de promotion qui ont conduit plus de 320 industriels de la métallurgie, du papier-carton et du textile à faire confiance à ARPEIGE en 2022, soit une progression de 54 % par rapport à 2021.

© DR



Hélène Buhr,

déléguée générale de **Papest**, branche carton

« **ARPEIGE** nous a permis de renforcer nos actions auprès des jeunes »

Membre fondateur d'ARPEIGE, **Papest** est une fédération qui rassemble les papeteries du Grand Est et de Franche-Comté. Soit une vingtaine de papeteries représentant six mille salariés. « *Notre objectif est de mettre des actions en commun et de disposer de moyens supplémentaires pour faire connaître les opportunités et l'excellence des métiers techniques de la filière papier-carton* », indique **Hélène Buhr**, déléguée générale de Papest. « *ARPEIGE nous a permis de renforcer au sein de notre fédération notre mission dédiée à l'attractivité de nos métiers. Nous avons ainsi pu recruter une alternante chargée de faire connaître l'activité papier-carton notamment dans les établissements scolaires. Nous avons également eu l'opportunité de créer du contenu sur les réseaux sociaux et un visuel spécifique intitulé Le Papier carton dans tous ses états.* »

Les chiffres d'ARPEIGE en 2022

362 000 euros de collecte

175 000 euros de subventions versées par l'Opco2i pour des actions dans la métallurgie

350 000 euros d'actions portées par ARPEIGE

159 000 euros de subventions aux branches pour renforcer leurs actions

Les rejoindre

10 rue Alfred-Kastler à Maxéville

contact@arpeige.fr

Nathalie Vaxelaire,

présidente déléguée de l'UIMM Lorraine et présidente de la société Trane

Votre avenir en dépend !

Par son importance économique, technologique et surtout humaine, l'industrie, c'est votre avenir. Découvrez-la !

2 000 postes sont à pourvoir en Lorraine dans la métallurgie. Plus qu'un chiffre et des postes, ce sont d'abord des femmes et des hommes que nos entreprises recherchent pour accompagner leur évolution. Comment dès lors donner envie, tant aux femmes qu'aux hommes, de s'engager dans des parcours scientifiques et techniques en faisant carrière dans l'Industrie ?

« **C**ette rentrée est complexe », explique d'emblée **Nathalie Vaxelaire**, présidente déléguée de l'UIMM Lorraine (Union des industries et des Métiers de la Métallurgie), et présidente de la société Trane (520 salariés à Golbey et Charmes dans les Vosges). « *L'industrie française qui redémarrait après les deux années de pandémie s'est retrouvée confrontée aux pénuries (matériaux, semi-conducteurs, énergie...) engendrées par la reprise économique mondiale, auxquelles sont venues s'ajouter les tensions nées de la guerre en Ukraine. S'il fallait trouver une vertu à la succession de crises, sanitaire, économique, environnementale, que nous traversons, ce serait d'avoir clairement mis en évidence que **l'industrie est la colonne vertébrale économique et sociale de nos territoires**, et qu'en plus c'est elle qui offrira 100 % des solutions nécessaires à la transition énergétique.* »

Des métiers qui ont du sens

La souveraineté industrielle de la France, donc sa réindustrialisation, pose entre autres une question essentielle : les compétences humaines. Ainsi 70 000 postes sont ouverts sur l'ensemble du territoire national et près de 6 000

rien que dans le Grand Est.

« *L'industrie, qui est essentielle à la vie de nos territoires, a besoin de se faire connaître telle qu'elle est aujourd'hui : conquérante, technologique, respectueuse de l'être humain et de la nature* », affirme Nathalie Vaxelaire. Elle ajoute : « *Il faut expliquer nos activités, le sens de ce que nous produisons pour le quotidien des citoyens, car oui, ce que créent nos industries à un sens tout en étant immédiatement concret. Cela devrait plaire aux jeunes, filles et garçons, d'autant plus que l'industrie leur offre la possibilité de découvrir pendant une carrière évolutive de multiples voies, de multiples technologies dont celles de demain. Tous les métiers industriels – sauf quelques rares exceptions – sont accessibles aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Et les femmes sont trop peu nombreuses dans l'industrie*

alors qu'elles représentent la moitié de notre humanité, la moitié des compétences. »

Pour une industrie qui donne envie

Ainsi pendant leurs études, les jeunes filles enregistrent d'excellents résultats en mathématiques et dans les matières scientifiques, pourtant elles sont peu nombreuses à s'orienter vers les écoles d'ingénieurs. « *L'industrie leur offre de belles opportunités de carrières et de promotion sociale et, à mon sens, c'est un secteur permettant, plus que d'autres, des organisations du travail facilitant la possibilité de concilier vie privée et vie professionnelle* », assure Nathalie Vaxelaire.

Les jeunes, filles et garçons éprouvent souvent des difficultés à s'orienter. Souvent par méconnaissance de la réalité des différents secteurs d'activité. C'est aussi vrai dans l'in-



« L'industrie qui est essentielle à la vie de nos territoires a besoin de se faire connaître telle qu'elle est aujourd'hui. »

Nathalie Vaxelaire, présidente déléguée de l'UIMM Lorraine



Show Industrie,

25 et 26 novembre - Metz

L'industrie fait son show !

« Donnons encore plus de visibilité à nos actions. Nous sommes fiers de nos équipes, de nos métiers, de nos productions, des emplois que nous créons, des territoires que nous faisons vivre, du chemin que nous construisons vers l'avenir. Nous avons donc décidé d'installer un rendez-vous incontournable en Lorraine afin de réconcilier le grand public avec l'Industrie.

Attention, il ne s'agit pas d'un salon de plus, mais d'un événement qui rassemblera des moments de vie, de notre vie, dans un seul lieu. Faire la fête, s'amuser, apprendre, ce sera tout cela **Show Industrie** : **montrer l'industrie telle qu'elle est aujourd'hui, celle qui fabrique notre quotidien et construit déjà l'avenir.** Démontrer que notre industrie est

une école de l'excellence qui offre des débouchés concrets et passionnants sur une grande diversité de métiers et d'activités. Expliquer, enfin, que l'industrie est essentielle à la réussite de la transition énergétique tout en étant la clé de la prospérité de nos territoires. Rendez-vous est pris, les 25 et 26 novembre prochains. Au plaisir de vous y croiser. »

En savoir plus sur l'UIMM Lorraine

uimm-lorraine.fr

dustrie. Afin de contribuer à l'orientation active des jeunes femmes et des jeunes hommes, l'UIMM Lorraine engage différentes actions de promotion de l'industrie et de ses métiers afin que « l'école et l'industrie fassent connaissance ».

Convaincue que c'est en œuvrant sur la durée que l'on se forge une image, l'UIMM Lorraine a développé un programme, **Jeunes Industries**. Celui-ci permet chaque année à plus de 3 000 collégiens lorrains de partir à la découverte de l'Industrie et de ses métiers en participant à des **escape games** et à l'**Odysée de l'Industrie**, en associant les entreprises de leur territoire avec des objets de leur quotidien. En complément, a été lancé cette année le **Robot'Est Challenge** qui permettra à des classes de collégiens de s'affronter autour de la réalisation, en équipe, d'un prototype de robot sous le parrainage d'entreprises industrielles.

« Nos meilleures ambassadrices sont nos salariées »

« Nos entreprises adhérentes organisent par ailleurs des visites de leurs installations à des classes de collèges ou accueillent les élèves pour leurs stages de troisième : c'est une bonne occasion de découvrir le large éventail de nos métiers », souligne la présidente de la société Trane. « C'est souvent à l'occasion de ces moments de découverte, que les jeunes filles rencontrent des collaboratrices de l'entreprise qui leur expliquent la réalité des emplois qu'elles occupent. Les meilleures de nos

ambassadrices sont nos salariées, qui, chaque jour, sont dans nos ateliers, nos laboratoires, nos centres de recherche et développement, dans nos centres d'excellence... Elles assemblent, produisent, imaginent les produits du futur, gèrent la production, les approvisionnements, la logistique, les services administratifs... »

« Ouvrons nos portes ! »

L'UIMM Lorraine a d'ailleurs édité un **guide d'accueil des jeunes en entreprise** destiné à faciliter l'organisation d'une visite pour une classe de collège ou de lycée, ou encore



un stage de découverte professionnelle en troisième, « Car qui mieux que nous, industriels, peut faire partager sa passion de l'industrie, sa passion pour son métier, et ainsi créer des vocations ? » explique Nathalie Vaxelaire. « J'en appelle aux capitaines d'industrie en Lorraine ! Ouvrons nos portes, faisons visiter nos ateliers, expliquons, surtout aux femmes,

que nos métiers sont tout autant féminins que masculins. Montrons-leur que nos collaboratrices s'épanouissent dans leur carrière. Donnons-leur envie de faire des choix d'orientation scientifiques et techniques ! »

Une initiative du Département de la Moselle

Moselle
L'Eurodépartement



PORTAIL NUMÉRIQUE

MOSELLE LANGUES

- + Je m'évalue
- + Je me forme
- + Je pratique

+
POUR TRAVAILLER,
POUR VOYAGER,
POUR PROGRESSER

www.mosellelangues.eu



© DP157 - Direction de la Communication - 01/2022 - Credit Image - © Stock

Fabien Cailly, président du GIM Est

« Montrer les métiers et les nombreuses perspectives du nucléaire »

Association à but non lucratif créée en 1991 à l'issue de la construction de la Centrale EDF de Cattenom, **GIM Est** (Groupement des Industriels de la Maintenance de l'Est) est aujourd'hui un partenaire de choix dans la relation entre donneurs d'ordres et entreprises prestataires. Avec plus de 115 entreprises adhérentes, l'association assure parfaitement son rôle de force de proposition. Entretien avec **Fabien Cailly**, président du GIM Est.

Quels sont le rôle et les missions de l'association GIM Est ?

Fabien Cailly : Le Groupement des Industriels de la Maintenance de l'Est (GIM Est) est une association qui regroupe plus de 115 adhérents, des sociétés de la filière nucléaire qui travaillent auprès des centrales nucléaires de la plaque Est : Cattenom, Fessenheim, Chooz et Nogent. Nous travaillons principalement autour de quatre axes : la sécurité, la sûreté et la radioprotection, la formation l'emploi et les compétences, l'ancrage territorial et la non-qualité de maintenance. Nous faisons le lien entre EDF et tous les prestataires et œuvrons collectivement pour la sûreté des installations et la montée en compétence des partenaires industriels.

En quoi le dernier discours du président Emmanuel Macron a-t-il permis à l'industrie et au nucléaire d'entrevoir de meilleures perspectives ?

Il y a un grand déficit de notoriété de l'industrie et quand vous rajoutez le mot nucléaire, on avait l'impression de dire un gros mot il n'y a pas si longtemps. Le discours récent du président Emmanuel Macron à Belfort a redonné au nucléaire un avenir et ouvre de nombreuses perspectives de développement pour la filière. Une vraie vision et de vraies projections sont possibles dorénavant. Un vaste plan de construction de centrales nucléaires avec six réacteurs de type EPR2 d'ici à 2035 a été annoncé. Et la possibilité de huit supplémentaires d'ici 2050. Parmi ces huit, nous militons pour en construire au minimum deux dans la région Grand Est.



© DR

« Un vaste plan de construction de centrales nucléaires a été annoncé, avec six réacteurs de type EPR2 d'ici à 2035.

Fabien Cailly, président du GIM Est

La participation au Show Industrie a quelle vocation ?

Participer pour redorer le blason de l'industrie et du nucléaire. Au-delà des mots, il est important pour notre association de montrer nos savoir-faire et nos métiers à travers des démonstrations, sur un stand que nous par-

tagerons avec EDF et quelques-uns de nos partenaires.

En savoir plus sur GIM Est
gimest.com



Fabrice Genter, président de la CCI Moselle

« La CCI Moselle est **au service** de l'industrie »



La CCI Moselle est aux côtés des PME du secteur de l'industrie pour les accompagner dans les défis auxquels elles font face en cette période de profondes transformations. Ses axes d'intervention ? Valorisation des métiers de l'industrie, accompagnement dans le contexte des transitions énergétique et environnementale, soutien aux démarches d'innovation... Rencontre avec son président, **Fabrice Genter**.

Tous les secteurs d'activité connaissent des difficultés de recrutement, l'industrie en particulier. Comment la CCI s'est-elle saisie de cette question ?

Fabrice Genter : Je voudrais insister sur l'importance primordiale que nous accordons à toutes les problématiques auxquelles font face les entreprises industrielles. Nous travaillons main dans la main avec les fédérations concernées, notamment avec Hervé Bauduin, président de

l'UIMM Lorraine. L'un des premiers chantiers que nous avons ouverts est celui du recrutement : donner envie aux jeunes, dès le stade de l'orientation scolaire, de s'engager dans une formation par apprentissage. La Moselle dispose de centres de formation d'excellence qui ouvrent la voie à des métiers formidables et à de belles perspectives de carrière. Avec toutes les fédérations professionnelles, nous avons lancé au printemps dernier une campagne d'en-



vergure. **Ton métier Ton avenir**, qui se poursuit aujourd'hui grâce au site tonmetiertonavenir.fr. Celui-ci permet de découvrir une large diversité de métiers dans tous les secteurs d'activité. Nous avons fait le choix de donner la parole à de jeunes apprentis, qui sont les mieux placés pour s'adresser aux autres jeunes. Nous sommes collectivement fiers de cette campagne, qui depuis juin est déclinée sur tous les réseaux sociaux car l'industrie a besoin de la jeunesse !

Autre enjeu crucial, celui de l'énergie. Comment pouvez-vous aider les entreprises dans ce contexte de flambée des prix des énergies ?

C'est un sujet d'une grande complexité qui conditionne notre avenir. À la fin de l'été, j'ai réuni les élus de la CCI Moselle et nous avons travaillé ensemble à un programme d'actions immédiates. Si nous n'avons pas de moyens d'agir sur les prix, nous pouvons en revanche aider nos PME à réduire leurs consommations. Comme pour l'enjeu de formation-recrutement, nous avons opté pour une action par l'exemple. Ce sont des chefs d'entreprise engagés dans une démarche exemplaire d'économies d'énergie qui témoignent en vidéo. Nous diffusons ces vidéos sur nos réseaux sociaux et demandons aux fédérations partenaires, aux clubs et réseaux d'entreprises de relayer ces témoignages auprès de leurs adhérents. Là encore, c'est la force de

l'exemple qui constitue le cœur de notre action. Une playlist *Energie* est disponible sur **CCI57TV**. Elle inclut les webinaires et ateliers en ligne que nous avons organisés avec la CCI Grand Est.

Venons-en à l'accompagnement individuel : quels moyens mettez-vous en place pour aider les dirigeants d'entreprise, dans leurs projets de développement, comme dans les difficultés qu'ils peuvent rencontrer ?

Tout d'abord, je souhaite évoquer **CCI Allo PME**, numéro unique pour entrer en contact avec les collaborateurs de la CCI, quel que soit le motif. Mis en place dès les premiers jours du confinement en 2020, il a permis d'aider de manière individuelle – du cou-su main ! – près de 3 000 entreprises, pour obtenir des aides de l'État (chômage partiel, report de charges, etc). Aujourd'hui, il conserve toute son utilité et son efficacité ; pour preuve, les appels reçus au quotidien de la part de dirigeants en proie à des difficultés liées à la période de transformations intense que nous vivons. Je voudrais également évoquer le dispositif national **Alize**[®], mécanisme original de solidarité interentreprises dont nous, CCI Moselle, assurons la gestion (traitement des dossiers, comité d'attribution des aides) pour le compte de nos partenaires, et notamment l'État. Il permet de mettre gratuitement à la disposition des PME de l'industrie et des services

Ton métier, ton avenir : « Pour parler métier, nous avons fait le choix de donner la parole à de jeunes apprentis. Ils sont les mieux placés pour s'adresser aux autres jeunes. »

Fabrice Genter, président de la CCI Moselle

à l'industrie, des compétences, par exemple dans les domaines suivants : innovation R&D, organisation industrielle... Avec à la clé, outre cet apport en compétences durant la mise en œuvre du projet, l'obtention, le cas échéant, d'un prêt à taux zéro qui a un effet levier. Alize[®] vient de fêter ses dix ans à la CCI, l'occasion pour les chefs d'entreprise de témoigner de son efficacité !

En savoir plus sur les actions de la CCI Moselle

tonmetiertonavenir.fr

Chaîne Youtube : CCI57TV

CCI Allo PME : 09 71 009 690

moselle.cci.fr

Pôle formation

La porte d'entrée des métiers de l'industrie

L'industrie, c'est une grande variété d'activités, de métiers et autant de carrières possibles en robotique, maintenance, usinage, dessin industriel, chaudronnerie, électrotechnique, transformation du métal... Le **Pôle formation UIMM Lorraine** est la porte d'entrée pour embrasser une carrière industrielle. Le point avec **Fanny Feller**, la directrice générale.

CAP, bac pro, mention complémentaire, titre professionnel, BTS, licence pro, master et diplôme d'ingénieur, le Pôle formation UIMM Lorraine, c'est tout ça à la fois. « *Nous formons des apprentis et des demandeurs d'emploi que nous ramenons à l'emploi industriel* », précise d'emblée **Fanny Feller**, directrice générale du Pôle « *Nous nous occupons également des salariés travaillant déjà dans les entreprises. Nous les accompagnons pour les faire grandir en compétences tout au long de leur carrière.* »

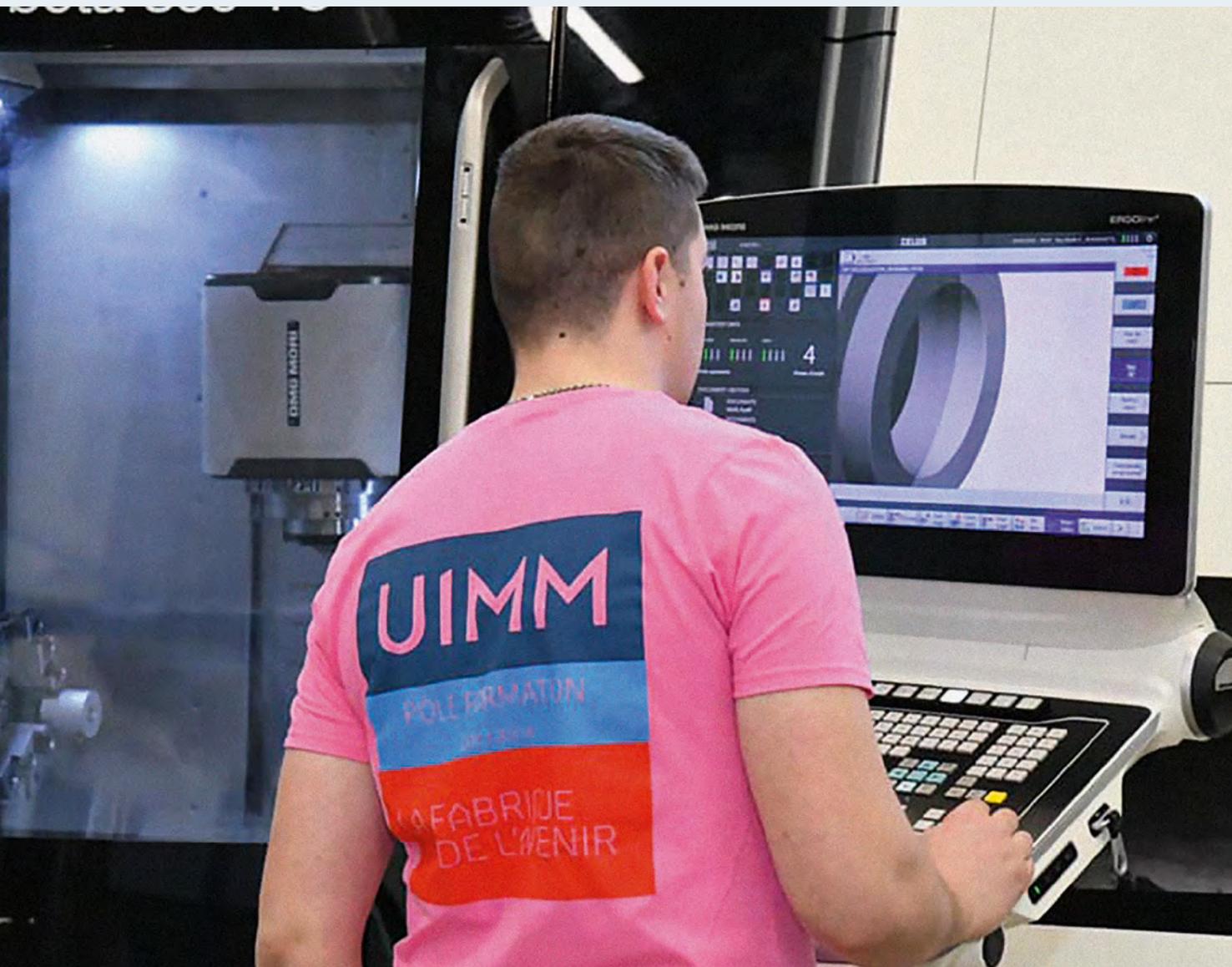
Un Pôle, trois filières, neuf centres

Le Pôle formation UIMM Lorraine (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie) compte neuf sites en Lorraine : Henriville, Metz et Yutz en Moselle ; Bouxières-sous-Froidmont et Maxéville en Meurthe-et-Moselle ; Épinal, Saint-Dié-des-Vosges et Thaon-les-Vosges dans les Vosges ; ainsi que Bar-le-Duc en Meuse. Si les équipements diffèrent, les sites regroupent les mêmes métiers. « *Nous avons principalement trois filières : **productique** avec l'usinage et maintenant les procédés additifs, notamment l'impression 3D ; la transformation du **métal** incarné par la chaudronnerie et la soudure ; puis la **mécatronique** avec toute la maintenance industrielle et l'électrotechnique. Dénominateur commun à toutes ces filières : elles sont toutes actuellement en tension.* » D'où l'importance de recruter du monde. « *Pour nous, c'était une évidence de venir sur*



Show Industrie. Nous avons vocation à faire connaître les métiers industriels et les formations qui en découlent. » Le stand de plus de 40 m² y présente un condensé de toutes les technologies et de tout leur savoir-faire. « *Il y a des robots, des imprimantes 3D et des plateformes de formation afin que le public puisse visualiser. Car la représentation qu'il s'en fait est très éloignée de la réalité. Aujourd'hui, l'environnement et les conditions de travail ont beaucoup changé.* »

Le Pôle formation souhaite également démontrer que les femmes doivent prendre toute leur place sur ces métiers car ils sont complètement accessibles. « *Plus généralement, nous souhaitons susciter des vocations afin de proposer plus de monde à l'embauche dans les entreprises. Il est important d'imprimer dans les consciences collectives dès le plus jeune âge. Nous nous engageons sur du long terme.* »



© DR

« Nous avons principalement trois filières : productique, transformation du métal et mécatronique. Point commun : toutes sont actuellement en tension. D'où l'évidence de faire bouger l'image de l'industrie auprès du grand public ! »

Fanny Feller, directrice générale du Pôle formation UIMM Lorraine

Toujours plus d'offres

Avec un taux de réussite de 95 %, l'industrie est plus que jamais un secteur porteur. « Notre taux d'insertion se situe, quant à lui, à 92 %. Ce qui signifie que lorsqu'une personne prépare un diplôme chez nous, elle a plus de neuf chances sur dix d'être embauchée. » En 2023, un nouveau pôle viendra compléter l'offre. « On délocalise celui de Bar-le-Duc pour le mettre en cœur de ville. Nous avons également des projets d'investissement car on se doit d'avoir des équipements qui sont au même

niveau que ceux de nos clients. Enfin, nous allons poursuivre l'ouverture de nouvelles formations qui répondent aux besoins de nos clients, notamment en termes de numérique. L'idée est d'améliorer notre offre. »

Preuve de la qualité de la formation dispensée ? Les **WorldSkills**, les olympiades des métiers, ont consacré tout récemment, lors de la finale internationale qui s'est déroulée en Allemagne, **Nicolas Schwing** (notre photo), médaille d'excellence en tournage. Un premier Européen et... Lorrain !



© DR

Le Pôle formation UIMM Lorraine en chiffres

9 sites en Lorraine
2 000 alternants chaque année
3 000 salariés et **600** demandeurs d'emploi formés annuellement
91 % de taux de réussite
92 % de taux d'insertion
3 000 entreprises partenaires

pole-formation-uimm.fr

Carole Riccioni,

conseillère au service MRS Moselle à l'agence Pôle emploi de Metz Sébastopol

« Une réponse rapide et efficace aux besoins de recrutement de l'industrie »

Conçue par Pôle emploi, la **Méthode de Recrutement par Simulation** (MRS) répond à un souci de rapidité et d'efficacité. Échanges avec **Carole Riccioni**, conseillère au service MRS Moselle basé à l'agence Pôle emploi de Metz Sébastopol.

Quelle place tient l'emploi industriel dans la vie économique du Grand-Est ?

Carole Riccioni : En Grand-Est, un salarié sur cinq travaille dans l'industrie. Les effectifs les plus importants se situent dans le Bas-Rhin où ils représentent 25 % de la masse globale des emplois et en Moselle où le taux de représentation est de 17 %. L'industrie représente 10 % de l'ensemble des offres d'emploi recueillies par Pôle emploi, en hausse actuellement de 50 %. 56 % des offres d'emploi concernent des périodes supérieures à six mois et 60 % des postes qualifiés.

Quel est le principe de la Méthode de Recrutement par Simulation (MRS) ?

C'est de recruter des per-

sonnes non pas en fonction de qualifications données, de diplômes ou d'un CV mais à partir de l'identification et de la reconnaissance en elles des capacités d'exercer une tâche donnée qui seront par la suite enrichies par une formation.

Quelle est la démarche de mise en place ?

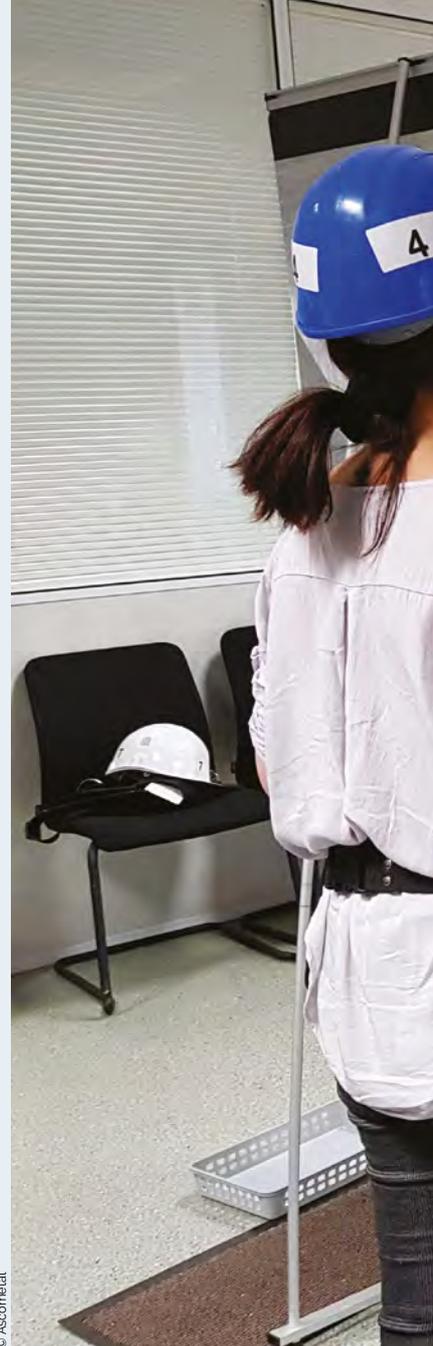
Les entreprises qui veulent recruter par le biais de la MRS nous contactent et nous font part de leurs besoins. Nous nous assurons que le recrutement prévu offre un contrat supérieur à quatre mois et s'il existe un dispositif d'intégration dans l'entreprise. Nous allons sur place évaluer les tâches liées au poste à pourvoir pour vérifier si ce sont les habiletés qui priment et non pas des connaissances. Pour cela, nous ob-

servons l'activité d'un ou plusieurs salariés et identifions les gestes professionnels. Si la MRS convient, nous transmettons ces relevés à notre direction générale spécialisée MRS, où travaillent des experts et des psychologues du travail qui vont concevoir des exercices d'évaluation des capacités nécessaires pour exercer la tâche. Ces exercices ne sont pas des tests destinés à évaluer les habiletés liées à la tâche. On s'attache notamment à détecter la capacité à respecter normes et consignes, à maintenir son attention, à identifier un processus et, face à une commande



« La Méthode de Recrutement par Simulation s'adapte bien pour les postes liés aux nouvelles technologies. »

Carole Riccioni, conseillère au service MRS Moselle à l'agence Pôle emploi de Metz Sébastopol





Depuis cette année, certains exercices sont numérisés et le candidat dispose d'une tablette pour les réaliser.

numérique, l'aptitude à saisir des données sur un écran représentatif de celui d'une machine qui serait, par exemple, à approvisionner. Nous procédons ensuite à un étalonnage en faisant passer les exercices aux salariés en poste dans l'entreprise.

Comment s'opère le recrutement ?

L'entreprise rencontre au préalable les candidats potentiels pour présenter ses activités et les postes à pourvoir. Ceux intéressés vont être confrontés aux exercices soit dans nos locaux ou au plus près des lieux de l'entreprise, soit dans une de nos agences, les collectivités locales, par exemple, pouvant nous recevoir avec notre matériel adapté. Il faut savoir que la MRS s'adapte aux nouvelles technologies, notamment pour tout ce qui concerne les tâches de programmation ou de prise de décisions.

Depuis cette année, certains exercices sont ainsi numérisés et le can-

didat dispose d'une tablette pour les réaliser. A l'issue des épreuves, une formule mathématique permet de définir l'employabilité de la personne qui est alors reçue par l'employeur pour un entretien de motivation. S'il est concluant, l'embauche est prévue après une période de formation soit en interne à l'entreprise ou par le biais d'un opérateur externe, période durant laquelle le salarié est en contrat pro ou avec un statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Et quels avantages présente la MRS pour les entreprises ?

C'est une méthode de recrutement plus efficace et plus rapide que celles traditionnelles. En outre, elle s'adresse à tous les publics de tous les horizons, quelle que soit leur expérience professionnelle préalable. Ensuite, elle est applicable à tous les secteurs de l'industrie, pour

toute tâche qui ne nécessite pas des connaissances techniques approfondies. Nous travaillons ainsi avec, entre autres, Ascometal, Arcelor, Arkema, la SNCF, l'agroalimentaire, le traitement des eaux... et ces entreprises font régulièrement appel à nous, ce qui est un gage de satisfaction. Tout comme la sollicitation d'entreprises qui s'implantent, ce qui est pour nous un signe de crédibilité. En Moselle, en 2021, la part prise par la MRS dans l'ensemble des recrutements de l'industrie est de 30 %.

**En savoir plus
sur la Méthode
de Recrutement
par Simulation (MRS)**

YouTube : **méthode de
recrutement par simulation**

« Le Grand Est a **besoin de son industrie** et l'industrie du Grand Est a **besoin de vous** »

L'attractivité des métiers de l'industrie est un enjeu central pour le développement économique du Grand Est. Parce que la relocalisation industrielle dont notre pays a besoin ne pourra se faire qu'en s'appuyant sur notre capital de savoir-faire et d'expérience industrielle et parce que notre région a besoin de l'industrie et de ses métiers pour réussir sa transition numérique et environnementale.

Les chiffres de l'industrie du Grand Est

3^e région
industrielle
française

13 500
établissements
employeurs

224 000 salariés
qui représente
16 % des
emplois salariés
de la région

L'industrie
représente **20 %**
de la production
de richesse de
la région.

Le développement économique du Grand Est passe indéniablement par son industrie. Une industrie en pleine mutation pour relever les défis immenses de la relocalisation et des transitions numérique et environnementale. « *Mais aucun de ces défis ne pourra être relevé sans les femmes et les hommes du Grand Est, de leurs compétences et de leurs talents* », explique **Valérie Debord**, vice-présidente de la Région Grand Est, déléguée à l'Emploi, la formation, l'orientation et l'apprentissage. « *Il est donc crucial que nos jeunes rejoignent les métiers de l'industrie et par conséquent que l'industrie sache à nouveau faire rêver.* »

Telle est l'ambition de Show Industrie, qui renouvelle et modernise les modes de communication de l'industrie sur ses métiers et les opportunités de carrière qu'elle offre à tous ceux qui cherchent des métiers tournés vers l'avenir comme des perspectives d'épanouissement individuel. « *La Région Grand Est est fière de s'associer à cette manifestation et heureuse de pouvoir faire mieux connaître les*

éléments de sa politique en faveur de l'attractivité des métiers de l'industrie », poursuit Valérie Debord.

La Région s'engage

La Région Grand Est finance les équipements et les plateaux techniques des formations des métiers de l'industrie et permet ainsi des conditions d'études optimales, notamment pour préparer aux mutations de l'industrie 5.0 avec les nouvelles technologies (robotique, automatisation, intégration de l'intelligence artificielle et d'objets connectés...)

En parallèle, la Région propose aux jeunes demandeurs d'emploi des **Parcours d'acquisition de compétence en entreprise** (PACE, lire encadré ci-contre). Elle poursuit aussi le développement d'actions de formation continue à destination des demandeurs d'emploi pour répondre aux besoins en compétences des entreprises à travers son **Programme régional de formation sur le secteur de l'industrie**.

Dans l'optique de promouvoir l'industrie, la Région Grand Est pilote

et coordonne les **compétitions des métiers Worldskills** qui constituent un temps majeur de valorisation des gestes professionnels de l'industrie pour tous les publics et notamment les scolaires et leur famille.

En outre, en mars 2023, la Région organisera à Metz la **10^e compétition mondiale Abilympics** pour les personnes en situation de handicap. En novembre 2023, en lien avec les acteurs de l'industrie, de l'éducation et les branches professionnelles, elle lancera son réseau des **Ambassadeurs-Ambassadrices Métiers Orient'Est** qui auront pour mission d'intervenir dans les établissements scolaires afin de donner envie aux jeunes d'élargir et d'éclairer leurs choix d'orientation vers les métiers de l'industrie.

© unsplash



PACE, Worldskills, Abilympics, Ambassadeurs-Ambassadrices Orient'Est... La Région Grand Est œuvre activement à la promotion des métiers de l'industrie.

Zoom sur... Le PACE, Parcours d'acquisition de compétences en entreprises

Le PACE, Parcours d'acquisition des compétences en entreprise, est un stage en immersion dans une entreprise permettant à un jeune entre 18 et 29 ans d'acquérir des compétences et une première expérience professionnelle avec un tutorat au sein de l'entreprise sur une période de six mois. Cette initiative régionale repose sur une démarche « gagnant-gagnant ».

Une aide au tutorat est proposée à l'entreprise accueillante, graduée en fonction du niveau du stagiaire : 350 euros par mois pour un jeune sans qualification, 230 euros par mois pour un jeune diplômé.

Une aide de 500 euros mensuelle est versée au jeune.

Le financement de l'accompagnement est payé à l'organisme prestataire à hauteur de 2 500 euros pour les six mois pour la mise en relation du jeune avec une entreprise, l'élaboration de son parcours de formation et le suivi en entreprise (évaluation des compétences détenues, à acquérir et acquises à l'issue, plan personnalisé, bilan et propositions d'alternatives en cas de non embauche).

Plus d'infos et inscriptions : pace-grandest.fr

**Plus d'informations sur les métiers de l'industrie
du Grand Est :** orientest.fr

La Moselle, territoire d'excellence pour l'industrie multisectorielle

Avec plus de 54 000 emplois industriels directs, soit 15,4 % des emplois salariés du département contre 12 % en moyenne en France, la **Moselle** occupe une place plus qu'enviable sur l'échiquier économique national. Présente partout en Moselle et bénéficiant d'un environnement idéal, l'industrie est portée par autant de belles réussites que de projets moteurs et affiche une démarche continue d'innovation.

Département traditionnellement marqué par l'importance de l'industrie, la Moselle se distingue par un maillage dense de PME, ETI et filiales de grands groupes internationaux. Ici, au carrefour de l'Europe, plus de 4 100 entreprises spécialisées et sous-traitantes évoluent dans des secteurs variés et services associés intégrant les innovations numériques, robotiques et écologiquement responsables.

Automobile

La filière automobile regroupe plus de 20 000 emplois au sein des principaux équipementiers mondiaux (Continental, ZF..) et de sites constructeurs comme Ineos Automotive qui vient de lancer la production en série du 4x4 Grenadier. Principal pôle de production de moteurs du Groupe, l'usine Stellantis est le premier employeur privé de la Moselle.

Logistique

Le département est aussi un important centre logistique en Europe avec 700 entreprises pourvoyeuses de 16 000 emplois. Plus 1 400 000 m²

d'entrepôts sont sortis de terre ces dernières années pour accueillir des bases logistiques régionales et européennes (Amazon, AGCO Massey-Ferguson, Seifert...).

Agroalimentaire

Au sein de la filière agroalimentaire, les groupes d'envergure internationale (Malteurop, Danone..) côtoient des PME dynamiques. Preuves d'une production agricole diversifiée, 3 000 exploitants mosellans participent au développement des circuits courts et labels de qualité à l'image de Qualité MOSL, AOC Moselle, Label Rouge...

Chimie et chimie verte

À Carling-Saint-Avold, la plateforme industrielle internationale Chemesis, classée Seveso, abrite diverses filiales de fleurons mondiaux (TotalEnergies, Arkema..) et des implantations plus récentes tournées vers la transition écologique et la chimie verte.

Métallurgie

Les grands noms de la transformation des métaux sont également présents en Moselle avec Arcelor-

Mittal, Saarstahl, les Bronzes d'Industrie. Le pôle de compétitivité Materialia et des centres de recherche et de transfert de technologies de renommée internationale, dont le plus grand centre de recherche mondial d'ArcelorMittal, font la part belle à l'innovation.

Energie

Équipementiers de premier plan, entreprises innovantes et autres acteurs, dont la centrale nucléaire EDF de Cattenom, représentent la filière énergie de la Moselle. Le premier département du Grand Est pour la filière biogaz travaille par ailleurs à l'émergence d'une filière territoriale d'hydrogène vert.

Numérique

Labellisée French Tech, la Moselle est entièrement fibrée et a la particularité de rassembler de grandes entreprises du numérique (Orange, Sage...), quelques pépites locales

© Catherine Lin





En 2021, Moselle Attractivité a accompagné 375 projets d'investissements. La question de l'emploi, cruciale dans toute politique de développement, est également au cœur de son action.

(efluid..) et des startups émergentes comme I-Virtual.

Un facilitateur d'implantation et de développement

Preuve de son dynamisme, la Moselle continue à attirer de nouvelles implantations et des projets de développement d'activité économique. Une effervescence favorisée par de multiples atouts que Moselle Attractivité contribue à mettre en avant à travers des actions de promotion économique du département, en lien avec les EPCI, les chambres consulaires et tous les partenaires du soutien au développement comme,

par exemple, Inspire Metz. L'agence de développement économique et touristique du Département de la Moselle, des EPCI mosellans et de la Région Grand Est assure notamment la promotion de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement, dont ceux de la Région Grand Est auprès des entreprises. En 2021, Moselle Attractivité a accompagné 375 projets d'investissements.

La question de l'emploi est cruciale dans toute politique de développement économique et d'attractivité. Pour fidéliser et attirer les talents, Moselle Attractivité mène désormais une stratégie globale, initiée au tra-

vers de la vidéo « Metz c'est mieux, la Moselle c'est mieux », autour du triptyque **Viens, Reste, Reviens**. En complément des actions partenariales de valorisation des territoires et des emplois, l'agence dispose d'une CVthèque au service des entreprises, des jeunes et des Mosellans en recherche d'emploi.

Joindre Moselle Attractivité

mosl.fr

CVthèque : taleez.com/careers/moselle-attractivite

PORTES DE FRANCE - THIONVILLE & VAL DE FENSCH

Communautés d'agglomération
Portes de France - Thionville
& Val de Fensch

« Deux collectivités tournées ensemble vers l'industrie du futur »

Les deux communautés d'agglomération **Portes de France - Thionville** et **Val de Fensch** ont, parmi leurs nombreux points communs, une histoire marquée par l'industrie. Un lien fort qui perdure à l'heure où les deux intercommunalités évoquent la possibilité d'une fusion. Aujourd'hui, l'industrie représente 7 900 emplois cumulés sur ces deux territoires et poursuit son développement, assurant une attractivité grandissante pour le nord lorrain.

« **L**e territoire gagne des emplois depuis environ 2010, après en avoir perdus durant des années », rappelle **Rémy Dick**, vice-président en charge du développement économique de la Communauté d'agglomération du Val de Fensch. « Nous avons une zone créatrice d'emplois à proximité du Luxembourg et nos entreprises coopèrent car elles ont des intérêts communs. Je rappelle que la richesse d'un pays est générée avant tout par l'industrie. Il est important pour nous de contribuer à sa mise en valeur, grâce à l'Union des industries et métiers

de la métallurgie de Lorraine ou à des salons comme Show Industrie. »

Une forte présence de l'industrie

Si les deux communautés d'agglomération (CA) cultivent leur histoire commune et en valorisent certains vestiges, comme le haut-fourneau U4 à Uckange, elles conservent aussi des industries historiques, comme **ArcelorMittal** à Florange. Devenue une industrie 4.0, elle a investi, en 2021, 89 millions d'euros dans une nouvelle ligne de galvanisation, Galsa 2.

« Outre le géant de l'acier, d'autres industries de taille plus modeste mais nombreuses se sont installées dans la région », précise **Jean-Charles Louis**, vice-président de la Communauté d'agglomération Portes de France - Thionville. « Je pense à **Duferco**, ou à **Maxilor**, à Yutz, spécialiste de la transformation de l'acier qui se développe, investit et emploie aujourd'hui une quarantaine de salariés. Je pense aussi à l'**Institut de Soudure**, sommité mondiale dans le domaine de la soudure avec un important laboratoire de recherche et deux écoles d'ingénieurs implantées à Yutz. »



« La richesse d'un pays est générée avant tout par l'industrie. Il est important pour nous de contribuer à sa mise en valeur. »

Rémy Dick, vice-président en charge du développement économique de la Communauté d'agglomération du **Val de Fensch**

© L'Europe vue du ciel





Le poids de l'industrie sur...

Communauté d'agglomération Portes de France - Thionville

2 311 établissements
1 060 commerces
39 500 actifs (2019)
 dont **11 850** travailleurs frontaliers
8 zones d'activités sur **525 ha**
 Emplois dans l'industrie : **9,4 %**

Communauté d'agglomération Val de Fensch

2 225 établissements
500 commerces
26 500 actifs dont **7 500** travailleurs frontaliers
9 zones d'activités sur **300 ha**
 Emplois dans l'industrie : **31 %**

Taux de chômage
 sur le bassin de Thionville-Hayange : **7,1 %**
 En savoir plus...
aggo-thionville.fr & aggo-valdefensch.fr



« 185 ha de friches industrielles seront reconvertis pour accueillir des activités industrielles et logistiques. »

Jean-Charles Louis, vice-président de la Communauté d'agglomération Portes de France Thionville

Métafensch, l'institut de recherche appliquée dans les matériaux du futur implanté sur le site du haut-fourneau U4 à Uckange, participe également au développement industriel du secteur.

Des projets communs

La liste est longue, de ces entreprises qui tissent une économie solide sur les terres des deux CA. « **Saarstahl Rail**, fabricant historique de rails ferroviaires à Hayange, investit de manière conséquente pour produire un acier décarboné. Ces investissements représentent une garantie pour la pérennité industrielle du territoire », note **Jean-Christophe Printz**, directeur de l'attractivité et du développement économique à la Communauté d'ag-

glomération du Val de Fensch. Il poursuit en citant **Safran-Nacelles**, site spécialisé dans les aérostructures complexes dans l'aéronautique (nacelles ou carénages de moteurs d'avion, pièces pour cockpits), établie à Florange depuis plus de quarante ans, qui emploie aujourd'hui près de deux cents salariés et s'est agrandi en installant son site logistique à Thionville en 2022.

« *L'agglomération de Thionville est fière d'avoir accueilli le fabricant de machines agricoles Kubota à Metzange, ainsi que sa filiale Kverneland, avec chacun un centre logistique de portée internationale* », cite **Stéphanie Bourbier**, directrice du développement économique de la CA Portes France-Thionville. La Zac Europort, qui s'étend sur le

territoire des deux agglomérations, a été développée par le SMO **E-Log'In4** dont elles sont actionnaires. La Zac accueillera des projets logistiques et industriels, dont un de production d'hydrogène vert (par électrolyse de l'eau) destiné au transport (routier et fluvial). « 185 ha de friches industrielles seront reconvertis pour accueillir des activités industrielles et logistiques », poursuit Jean-Charles Louis. 1 500 emplois y seront créés d'ici à 2023. Les deux intercommunalités planchent aussi sur un projet de récupération des chaleurs perdues de l'industrie pour alimenter un réseau de chauffage urbain et poursuivent leur réflexion sur d'autres collaborations.

BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

Bertrand Geoffroy,

Directeur Centre d'Affaires Entreprises Lorraine Nord

« Un soutien aux projets innovants et vertueux »

La **Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne** est sans conteste un acteur majeur dans le développement industriel à l'échelle du Grand Est. Elle propose aux entreprises des solutions d'accompagnement qui répondent aux enjeux du moment, en premier lieu dans les domaines de l'innovation et du développement durable.

Avec cinq centres d'affaires dans le Grand Est, la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne (BPALC), dont le centre de décision se situe à Metz, est la

« banque régionale par définition », insiste **Bertrand Geoffroy**, Directeur Centre d'Affaires Entreprises Lorraine Nord. Ces centres d'affaires accompagnent des entreprises dont le chiffre d'affaires va de 3 millions à 1,5 milliard d'euros.

« Nous couvrons l'ensemble des besoins de l'entreprise, quel que soit le secteur d'activité. Nous accompagnons nos clients dans leur projet au sens large, à court, moyen et long termes, dans toutes les étapes de développement de leur activité », détaille Bertrand Geoffroy. La force de la BPALC est également de pouvoir s'appuyer sur le Groupe BPCE qui, grâce à ses filiales spécialisées, propose une offre de services complète. « Notre credo est de contribuer à la création d'emplois, d'être à l'écoute de nos clients, d'anticiper leurs besoins », rappelle Bertrand Geoffroy.

Enjeu : la décarbonation des modes de production

Dans le contexte actuel de crises plurielles, impactant notamment l'activité industrielle, le soutien aux entreprises est essentiel. Il est au cœur des préoccupations de la BPALC. Après avoir soutenu les entreprises, dont les trésoreries ont été impactées, dans la sortie de crise Covid, elle les accom-

pagne aujourd'hui dans la gestion des stocks et de leurs outils de production face à la crise actuelle des cours des matières. « C'est l'enjeu présent », insiste Bertrand Geoffroy.

Autre enjeu essentiel de notre époque : la décarbonation des modes de production. « Le développement durable au sens large est un sujet ancré au sein de notre banque. Il est évident que les projets des entreprises allant dans le sens du développement de modes de production plus vertueux vont retenir toute notre attention. Nous avons à cœur de les accompagner dans ces changements et de co-construire avec elles leur programme d'investissement allant dans ce sens ».



Photos: © DR



« Notre credo est de contribuer à la création d'emplois, d'être à l'écoute de nos clients, d'anticiper leurs besoins. »

Bertrand Geoffroy, directeur à la BPALC du Centre d'affaires entreprises Lorraine Nord

Nicolas Sordet,
fondateur d'Afyren

« Fournir des molécules biosourcées »



Dix ans après sa création, **Afyren**, la startup clermontoise spécialisée dans la chimie verte, vient d'inaugurer fin septembre sa première usine de production, basée sur la plateforme de Carling près de **Saint-Avold**, haut-lieu de la pétrochimie, terre d'industrie. Tout un symbole. Cette usine pourra produire 16 000 tonnes d'acides organiques biosourcés par an produites à partir de coproduits de betteraves sucrières. Une technologie unique au monde. Ce projet, d'un montant de 60 millions d'euros a notamment bénéficié du soutien de la BPALC. « *Trouver un partenaire financier n'était pas gagné d'avance*, souligne **Nicolas Sordet**, fondateur d'Afyren. Financer l'innovation n'est pas chose aisée. *Nos interlocuteurs de la BPALC ont très vite compris les enjeux de notre projet, sensibles aux questions environnementales et climatiques sur lesquelles nous travaillons.* » Alors que les produits de consommation quotidienne sont encore largement composés de molécules issues du pétrole, Afyren offre aux industriels des molécules biosourcées bas-carbone, grâce à sa technologie respectueuse de l'environnement basée sur des micro-organismes naturels. « *Nous finalisons les derniers tests avant de servir prochainement nos premiers clients* », se félicite Nicolas Sordet.

Luc Lajoie,
PDG de LBI

« Nous exportons 85 % de notre production »

Créés en 1919, **Les Bronzes d'Industrie** (LBI) produisent des pièces métalliques de 10 kg à 22 t, en alliages cuivreux, en acier inoxydable, en aluminium et en alliages spéciaux, grâce au procédé de fonderie par centrifugation. L'entreprise familiale, dirigée par Luc et Laurent Lajoie, basée à Amnéville, exporte à hauteur de 85 % ses produits dans des domaines variés, de l'aéronautique à la chimie en passant entre autres par la construction navale, l'énergie et l'imagerie médicale. « *Nous exportons dans 37 pays, notre premier client étant l'Allemagne suivie par les Etats-Unis, qui sont devant la France* », indique **Luc Lajoie**, PDG de l'entreprise. Le groupe LBI inclut quatre filiales toutes implantées en France, à Homécourt (Tecnacem), Commentry (SRI),



Rouen (Inoxyda) et Nantes (Fonderie Atlantique Industrie). Tout ce petit monde regroupe 380 salariés pour un chiffre d'affaires de l'ordre de près de 56 millions d'euros. « *La dynamique reste positive en termes de production*, précise Luc Lajoie. *Nos investissements, entre 1 et 2 millions d'euros chaque année, se concentrent sur les moyens productifs pour gagner en performance et augmenter la productivité.* *Notre point d'inquiétude c'est le coût de l'énergie*», prévient le PDG. Face à ce constat, le partenariat avec la BPALC n'en est que plus important à ses yeux. « *Nous sommes partenaires depuis de longues années car il existe un véritable lien de confiance avec nos interlocuteurs de la BPALC, précieux dans leurs conseils et efficaces dans leurs propositions de solutions.* »



© DR

Expertise, conseil et développement

« Sologest est partenaire des entreprises qu'elle accompagne »

Le cabinet d'audit et conseil **Sologest** propose bien plus que le suivi comptable à ses clients. A commencer par le suivi individualisé des chefs d'entreprise et de leurs entités.

© DR

A la création du cabinet comptable Sologest, en 1984, la Lorraine subissait en plein la crise sidérurgique. Mais déjà à l'heure du premier Plan acier, « *notre raison d'être a toujours été d'accompagner les entreprises et les dirigeants à maintenir leurs activités industrielles et pour d'autres, les accompagner dans leur transition industrielle* », rappelle **Pierre Giuliani**, expert-comptable as-

socié. Aux côtés des entrepreneurs, Sologest les aide et conseille pour relever les défis se présentant à leur activité, tout en assurant leurs obligations comptables, fiscales, juridiques et le suivi des ressources humaines. Aujourd'hui, c'est dans l'accompagnement des industries et des PME vers leur transition numérique que Sologest fait la différence. « *L'idée pour Sologest est d'être en capacité de répondre présent à toutes*

les demandes de nos clients. La qualité de nos réponses nous permet de devenir un véritable tiers de confiance pour les entrepreneurs qui nous sollicitent », assure **Camille Majek**, l'une des six associés experts comptables du groupe. Signe que cette adaptabilité est tenue, le cabinet s'appuie maintenant sur quatre agences en Lorraine (Yutz, Mondelange, Saint-Julien-lès-Metz et Pont-à-Mousson) et 80 collaborateurs. « *Depuis tou-*



© DR

« Notre raison d'être a toujours été d'accompagner les dirigeants comme, par exemple, lors de leur transition industrielle. »

Pierre Giuliani, expert-comptable associé Sologest



Focus Deux filiales en bonus

Si **Sologest** se veut un couteau suisse en matière d'audit et d'expertise comptable, son souhait d'accompagner ses clients peut aussi aller jusqu'à l'aide au recrutement des profils spécifiques manquant dans leur organigramme. Le cabinet a poussé le concept plus loin en créant deux filiales toujours en lien avec des attentes exprimées.

Evidence

Accompagnement des chefs d'entreprise pour la mise en place opérationnelle de solutions d'organisation, avec la mise en relation avec un coach d'entreprise.

FCP Academy

Organisme de formation sur des thématiques comme l'aide à la mise en poste des nouveaux salariés, l'adaptation aux outils numériques, aux évolutions du droit du travail, etc. Des cours ayant obtenu la certification Qualiopi.

Joindre Sologest

Yutz :

3 rue de Lorraine - 03 82 54 44 77

Mondelange :

6 boucle de la Sente - 03 87 70 24 63

Saint-Julien-lès-Metz :

10 centre d'affaires La Tannerie - 03 87 75 86 86

Pont-à-Mousson :

20 chemin de la Treiche - 03 83 83 13 22

sologest.fr

jours nous sommes partenaires de nos clients, nous les connaissons parfaitement et nous pouvons jauger leur organisation et ainsi leur fournir des conseils avisés sur une possible organisation plus efficiente et bénéfique à leur développement. »

Leur slogan :

« Grandissons ensemble »

De cette proximité et de la diversité des profils de ses salariés, Sologest a fait une force au service de plus de 2 000 entités, structures, entreprises. Un panel de clients fort de nombreuses industries, de grands groupes (comme le FC Metz) mais aussi de commerçants, artisans et associations qui confient la surveillance de leurs finances et plus encore. « *Nous avons aussi développé une vraie expertise dans le suivi des*

enjeux des professions libérales. Ainsi, avocats, infirmiers ou médecins complètent la typologie des « protégés » au même titre d'ailleurs que des créateurs d'entreprises, « start-ups comprises », indique au passage **Christelle Giuliana** en charge de la communication de Sologest.

En écho à de nombreuses demandes, Sologest a également développé un service d'accompagnement individualisé des dirigeants. « *En tissant des liens personnalisés avec nos clients, nous sommes en mesure aussi de leur proposer une assistance sur des questions plus sensibles comme la fiscalité, la transmission et cela en fonction de leur situation personnelle* », poursuit Camille Majek. Un plus appréciable.

**Entrepreneurs de Lorraine,
Nous vous accompagnons
pour le développement
de votre activité
à l'international.**

Et si on en discutait ?

Yzico.fr



YZICO

L'accompagnement pluriel

Comptabilité & Gestion
Juridique & Fiscalité
Social & RH
Dirigeant & Vie personnelle
Audit & Organisation
Digital & Innovation

Marc Schnell, associé Yzico en charge du Pôle international

« Cap sur l'international avec Yzico »

Augmenter son chiffre d'affaires, accroître sa notoriété ou se positionner sur un marché de niche... Quels que soient les objectifs, l'internationalisation constitue un vecteur de développement. **Yzico**, entreprise d'expertise-comptable, d'audit et de conseil a su développer un savoir-faire dans l'accompagnement des sociétés pour leur déploiement à l'étranger.

Pour bon nombre de ses 12 000 clients, **Yzico sert de boussole dès qu'il est question de sécuriser l'arrivée sur un marché en dehors des frontières françaises.** « Et l'accompagnement pluriel tel que nous le proposons ne se limite pas aux seules problématiques fiscales ou comptables », assure **Marc Schnell**. Pour l'associé en charge du Pôle international d'Yzico, il est aussi question de veiller à l'adaptation au contexte national visé par les entrepreneurs-clients. « Pour cela, nous appuyons nos analyses sur un réseau de partenaires, allant des CCI établies dans les pays ciblés mais aussi les missions économiques, les clubs d'entrepreneurs ou les organismes (Ubifrance, BPIFrance,) ayant la connaissance des réalités locales. »

De l'audit export à la création d'une stratégie

Yzico fait aussi partie de Prime Global, une association mondiale d'experts comptables échangeant sur le business autant que sur les aspects de légalité administrative et règles douanières. Autant d'informations recueillies qui s'avèrent utiles pour qui veut se lancer au Luxembourg, en Belgique ou en Allemagne ou bien plus loin de l'Hexagone. « Une façon de bien connaître les opportunités d'obtenir des aides ou subventions pour se développer à l'export. »

Yzico intervient à tous les niveaux : du diagnostic à l'élaboration et la mise en place de la stratégie export (produit, avantages concurrentiels, validation fiscale, choix du mode d'entrée et de la structure juridique adaptée, business plan, financement...).



« Nous intervenons à tous les niveaux : du diagnostic à l'élaboration et la mise en place d'une stratégie export. »

Marc Schnell,
associé Yzico en charge du Pôle international

Un accompagnement sur mesure

Et parce qu'on n'aborde pas le marché chinois comme l'allemand ou le brésilien, Yzico a compris combien **la relation humaine constituait un facteur essentiel de réussite** entre partenaires commerciaux ou industriels. « C'est pourquoi nous avons cherché, en interne. Résultat, en s'appuyant sur les talents de nos 560 salariés, nous sommes capables de converser dans plus d'une vingtaine de langues. » Un atout primordial pour lier les premiers contacts, débiter une relation dans le respect des usages des uns et des autres.

Une relation qui peut s'établir d'autant plus facilement qu'Yzico dispose d'un maillage de 25 agences dans le Grand Est et d'un bureau parisien au plus près des industriels, commerçants ou artisans qui veulent trouver des acheteurs ou fournisseurs à l'étranger, ouvrir un lointain bureau de liaison ou acquérir une entreprise hors de France.

Enfin, Yzico est en mesure d'accompagner les filiales de groupes étrangers qui souhaitent s'implanter sur notre territoire. Ces clients ont besoin d'un soutien afin de pouvoir avancer en sécurité. Il faut faire preuve d'innovation car les outils comptables et financiers ainsi que les équipes sont souvent à différents endroits du globe nécessitant une organisation et de la formation sur mesure.

En savoir plus sur Yzico
yzico.fr

Le poids de l'industrie

Sources : ACOSS, Tableau de bord de l'industrie Grand Est – OREF Grand Est, Tableau de bord de l'économie française – INSEE, Direction générale des douanes et droits indirects



POIDS ÉCONOMIQUE EN FRANCE

291 Mds€

de valeur ajoutée dont 219 Mds€ pour l'industrie manufacturière

13,5 %

Poids dans le PIB marchand dont 11,04 % pour l'industrie manufacturière



EMPLOIS EN LORRAINE

103 600 emplois directs en Lorraine, soit 20 % des effectifs salariés 3 100 000 en France 224 000 dans le Grand Est

150 000 emplois indirects (par prorata), 4 500 000 en France



NOMBRE D'ENTREPRISES EN FRANCE

260 000

dont 90 % PME et TPE

PART DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR MÉTIER EN LORRAINE

Podium 2019 des activités	Nbre entreprises	Volume	Poids/France
① Métallurgie	1 625	48 418	4,3 %
② Agroalimentaire	1 417	14 996	3,1 %
③ Imprimerie	138	1 532	4,3 %
④ Textile	115	3 726	4,5 %
⑤ Plasturgie	108	4 911	3,5 %
⑥ Chimie	78	4 214	2,4 %
⑦ Papier-carton	41	3 868	7,1 %
Total des activités industrielles	4 605	103 553	



EXPORT DEPUIS LA LORRAINE

94 %

Part de l'industrie dans les exportations lorraines, avec **18,7 milliards d'euros exportés en 2021** (452 milliards en France)



R&D EN FRANCE

25 Mds€

Dépenses de R&D en France **80 milliards d'euros** investis dans l'industrie française

80 % : poids de la contribution de l'industrie à la R&D privée en France

Entreprises GRAND EST

13 500 établissements dont 6 400 avec salariés et 7 100 sans salariés

Taille entreprise

36 Moyenne du nombre de salariés par établissement employeur

Emploi

16,5 % des effectifs salariés dans le Grand Est

Métallurgie

61,1 % des effectifs salariés de l'industrie dans le Grand Est

VIENS RESTE REVIENS

EN MOSELLE

MOSELLE ATTRACTIVITÉ

PARTENAIRE DES ENTREPRISES

ET DES TERRITOIRES

POUR L'ATTRACTION

ET LA FIDÉLISATION

DES TALENTS

SHOW industrie

METZ

25 & 26

NOVEMBRE 2022

**Parc des Expositions
de l'Eurométropole
de Metz**

Entrée gratuite

Venez rencontrer :



Hihacks
@henri.hihacks

et



Jamy
@epicurieux

**pour décrypter la fabrication
d'un objet du quotidien.**

**Un rendez-vous emploi et des conseils
d'experts pour vos démarches :**

- 10 filières de l'Industrie représentées.
- 60 entreprises industrielles de la Région Grand Est présentes.
- et aussi des ateliers & animations pour découvrir ces secteurs qui recrutent.



www.show-industrie.fr

Ils sont partenaires :



Ils collaborent :

